

# PRINCIPALES ACTIVITES PAR SECTEUR

## A/ SECTEUR SOUVERAINETE

**Au cours de l'année 2016, ce secteur a connu une activité normative importante.**

### **AU TITRE DE LA PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE**

**Il convient de signaler ce qui suit :**

- Portant révision de la Constitution. (JO N°14)
- Attribution de la médaille de l'ordre du mérite national au rang de « Athir ». (JO N°3)
- Portant convocation du Parlement en ses deux chambres réunies. (JO N°6)
- Attribution de la médaille de l'ordre du mérite national au rang de "Ahid". (JO N°12)
- Attribution de la médaille de l'ordre du mérite national au rang de « Djadir ». (JO N°25)
- Attribution de la médaille de l'ordre du mérite national au rang de « Achir ». (JO N°25)
- Attribution de la médaille de l'ordre du mérite national au rang de « Achir », à titre posthume. (JO N°25)
- Attribution de la médaille de l'ordre du mérite national au rang de « Athir ». (JO N°30)
- Déclaration de deuil national. (JO N°32)
- Attribution de la médaille de l'ordre du mérite national au rang de « Achir ». (JO N°34)
- Fin aux fonctions de membres du Gouvernement. (JO N°35)
- Nomination des membres du Gouvernement. (JO N°35)
- Désignation d'un membre du Conseil de la Nation. (JO N°35)
- Mesures de grâce à l'occasion de la commémoration du cinquante-quatrième (54ème) anniversaire de la fête de l'indépendance et de la jeunesse. (JO N°41)
- Mesures de grâce à l'occasion de la commémoration du cinquante-quatrième (54ème) anniversaire de la fête de l'indépendance et de la jeunesse au profit des détenus ayant obtenu des diplômes d'enseignement ou de formation. (JO N°41)
- Déclaration de deuil national. (JO N°68)
- Placement en position d'activité auprès de la Présidence de la République de certains corps des paramédicaux relevant de l'administration chargée de la santé. (JO N°16)
- Placement en position d'activité auprès de la Présidence de la République le corps des médecins vétérinaires relevant de l'administration chargée de l'agriculture. (JO N°22)

- Placement en position d'activité auprès de l'académie algérienne de la langue arabe de certains corps spécifiques relevant du ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique. (JO N°37)
- Placement en position d'activité auprès de l'académie algérienne de la langue arabe de certains corps des personnels de soutien à la recherche relevant du ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique. (JO N°37)
- Classification du centre des archives nationales et les conditions d'accès aux postes supérieurs en relevant. (JO N°42)

## **AU TITRE DU CONSEIL CONSTITUTIONNEL**

### **Il convient de signaler ce qui suit :**

- Règles se rapportant à l'organisation du Conseil constitutionnel. (JO N°43)
- Nomination du vice-président du Conseil constitutionnel. (JO N°45)
- Publication de la composition nominative du Conseil constitutionnel. (JO N°45)
- Avis relatif au projet de loi portant révision de la Constitution. (JO N°6)
- Avis relatif au contrôle de conformité de la loi organique relative au régime électoral, à la Constitution. (JO N°50)
- Avis relatif au contrôle de conformité de la loi organique relative à la Haute Instance Indépendante de Surveillance des Elections, à la Constitution. (JO N°50)
- Avis relatif au contrôle de conformité de la loi organique fixant l'organisation et le fonctionnement de l'Assemblée Populaire Nationale et du Conseil de la Nation ainsi que les relations fonctionnelles entre les chambres du Parlement et le Gouvernement, à la Constitution. (JO N°50)
- Recours du candidat du parti du FLN relatif aux résultats des élections du 29 décembre 2015 portant le renouvellement de la moitié des membres élus du Conseil de la Nation dans la wilaya de Mostaganem. (JO N°2)
- Recours du candidat du parti du RND relatif aux résultats des élections du 29 décembre 2015 portant le renouvellement de la moitié des membres élus du Conseil de la Nation dans la wilaya de Mostaganem. (JO N°2)
- Recours du candidat du parti RND relatif aux résultats des élections du 29 décembre 2015 portant le renouvellement de la moitié des membres élus du Conseil de la Nation dans la wilaya de Naama. (JO N°2)
- Remplacement d'un député à l'Assemblée populaire nationale. (JO N°18)
- Remplacement d'un député à l'Assemblée populaire nationale. (JO N°20)
- Remplacement d'un député à l'Assemblée populaire nationale. (JO N°43)
- Résultats du renouvellement de la moitié des membres élus du Conseil de la Nation. (JO N°2)

- Modifiant les résultats portant renouvellement de la moitié des membres élus du Conseil de la Nation. (JO N°2)
- Règlement fixant les règles de fonctionnement du Conseil constitutionnel. (JO N°29)
- Renouvellement de la composition de la commission de recours compétente à l'égard des corps des fonctionnaires du Conseil constitutionnel. (JO N°30)

### **AU TITRE DU CONSEIL DE LA NATION**

- Désignation de membres du Conseil de la Nation. (JO N°2)
- Désignation de membres du Conseil de la Nation. (JO N°6)

### **AU TITRE DU CONSEIL NATIONAL ECONOMIQUE ET SOCIAL**

- Composition et fonctionnement du Conseil national économique et social. (JO N°69)
- Fixation des effectifs par emploi, leur classification et la durée du contrat des agents exerçant des activités d'entretien, de maintenance ou de service au titre du Conseil national économique et social. (JO N°70)
- Délégation de signature au directeur de l'administration des moyens. (JO N°6)

### **AU TITRE DE LA COUR DES COMPTES**

- Renouvellement de la composition des commissions administratives paritaires compétentes à l'égard des corps des fonctionnaires de la Cour des comptes. (JO N°51)
- Renouvellement des membres de la commission de recours à l'égard des corps des fonctionnaires de la Cour des comptes. (JO N°54)

### **AU TITRE DE L'ORGANE NATIONAL DE PREVENTION ET DE LUTTE CONTRE LA CORRUPTION**

- Délégation de signature au secrétaire général. (JO N°67)
- Délégation de signature au sous-directeur chargé du budget et de la comptabilité. (JO N°67)

## **AU TITRE DU CONSEIL DE LA CONCURRENCE**

- Fixation de l'organisation des directions du conseil de la concurrence en services. (JO N°33)

## **AU TITRE DU PREMIER MINISTERE**

### **Il convient de signaler ce qui suit :**

- Création, organisation et fonctionnement de l'agence spatiale algérienne. (JO N°6)
- Modifiant et complétant le statut particulier des fonctionnaires appartenant aux corps communs aux institutions et administrations publiques. (JO N°66)
- Fixation des conditions et les modalités d'organisation et de fonctionnement de l'organe national de la protection et de la promotion de l'enfance. (JO N°75)

## **AU TITRE DU MINISTERE DE LA DEFENSE NATIONALE**

### **Il convient de signaler ce qui suit :**

- Modifiant et complétant l'ordonnance portant statut des officiers de réserve. (JO N°46)
- Modifiant et complétant l'ordonnance portant statut général des personnels militaires. (JO N°46)
- Fixation des modalités de détachement des personnels enseignants, d'éducation et de direction des établissements d'enseignement relevant du ministère de l'éducation nationale auprès des écoles des cadets de la Nation du ministère de la défense nationale. (JO N°30)
- Création de l'établissement de développement des industries aéronautiques. (JO N°69)
- Création d'une école des Cadets de la Nation en 6ème région militaire. (JO N°69)
- Conférant la qualité de centre hospitalo-universitaire aux hôpitaux militaires régionaux de Béchar/3ème région militaire et de Ouargla/4ème région militaire. (JO N°9)
- Renouvellement de détachement d'un magistrat auprès du ministère de la défense nationale en qualité de président du tribunal militaire permanent de Tamenghasset/6ème région militaire. (JO N°9)
- Désignation de gradés de la gendarmerie nationale et de gendarmes en qualité d'officier de police judiciaire. (JO N°29)
- Renouvellement de détachement d'un magistrat auprès du ministère de la défense nationale en qualité de président du tribunal militaire permanent de Ouargla / 4<sup>ème</sup> région militaire. (JO N°24)
- Renouvellement de détachement d'un magistrat auprès du ministère de la défense nationale en qualité de président du tribunal militaire permanent de Béchar / 3ème région militaire. (JO N°35)

- Renouveaulement de détachement de magistrats auprès du ministère de la défense nationale en qualité de présidents de tribunaux militaires permanents. (JO N°41)
- Renouveaulement de détachement d'un magistrat auprès du ministère de la défense nationale en qualité de président du tribunal militaire permanent d'Oran / 2ème région militaire. (JO N°49)
- Fin aux fonctions de chefs de services régionaux du contrôle préalable des dépenses engagées et de suppléants auprès des régions militaires. (JO N°60)
- Désignation dans les fonctions de chefs de services régionaux du contrôle préalable des dépenses engagées et de suppléants auprès des régions militaires. (JO N°60)
- Fixation des attributions, la composition et le fonctionnement des commissions médicales de réforme et de recours de l'armée nationale populaire. (JO N°20)
- Fixation des systèmes de référence des coordonnées géographiques, planimétriques et altimétriques relatifs au territoire national. (JO N°41)
- Nomination d'un magistrat militaire. (JO N°41, 48, 60)
- Fin aux fonctions de magistrats militaires. (JO N°48) **(11 arrêtés)**
- Nomination de magistrats militaires. (JO N°48) **(12 arrêtés)**
- Nomination du procureur militaire près le tribunal militaire de Béchar / 3ème région militaire. (JO N°49)
- Création d'une commission technique chargée de l'inspection, de l'entretien et de la densification du bornage frontalier algéro-nigérien. (JO N°76)

## **AU TITRE DU MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES**

### **Il convient de signaler ce qui suit :**

- Ratification de la convention du travail maritime, adoptée par la conférence générale de l'organisation internationale du travail, dans sa quatre vingt-quatorzième session, à Genève, le 23 février 2006. (JO N°5)
- Ratification de la convention entre le Gouvernement de la République algérienne démocratique et populaire et le Gouvernement du Royaume de l'Arabie Saoudite en vue d'éviter les doubles impositions et de prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur le capital, signée à Riyad le 19 décembre 2013. (JO N°1)
- Ratification du protocole à l'accord Euro-méditerranéen établissant une association entre la République algérienne démocratique et populaire, d'une part, et la communauté européenne et ses Etats membres, d'autre part, concernant un accord-cadre entre la République algérienne démocratique et populaire et l'Union européenne relatif aux principes généraux de la participation de la République algérienne démocratique et populaire aux programmes de l'Union, signé à Bruxelles, le 4 juin 2015. (JO N°15)
- Ratification du mémorandum d'entente entre le Gouvernement de la République algérienne démocratique et populaire et le Gouvernement de la République de Pologne dans les domaines de la protection des végétaux et de la quarantaine végétale, signé à Alger le 20 avril 2015. (JO N°15)

- Ratification du mémorandum d'entente entre le Gouvernement de la République algérienne démocratique et populaire et le Gouvernement de la République arabe d'Egypte dans le domaine de l'assurance et de la réassurance, signé au Caire, le 13 novembre 2014. (JO N°16)
- Ratification du mémorandum d'entente entre le Gouvernement de la République algérienne démocratique et populaire et le Gouvernement de la République arabe d'Egypte dans le domaine de la promotion des exportations, signé au Caire, le 13 novembre 2014. (JO N°16)
- Ratification du Mémorandum d'entente entre le Gouvernement de la République algérienne démocratique et populaire et le Gouvernement de la République arabe d'Egypte dans le domaine des services vétérinaires, signé au Caire, le 13 novembre 2014. (JO N°16)
- Ratification du mémorandum d'entente de coopération entre le Gouvernement de la République algérienne démocratique et populaire et le Gouvernement de la République arabe d'Egypte dans le domaine de la formation professionnelle, signé au Caire le 13 novembre 2014. (JO N°16)
- Ratification du mémorandum d'entente entre le Gouvernement de la République algérienne démocratique et populaire et le Gouvernement de la République arabe d'Egypte dans les domaines du contrôle économique (contrôle des marchés), de la lutte contre la fraude commerciale et la protection du consommateur, signé au Caire, le 13 novembre 2014. (JO N°16)
- Ratification de l'accord de coopération médiatique dans le domaine de la radio et de la télévision entre le Gouvernement de la République algérienne démocratique et populaire et le Gouvernement de la République arabe d'Egypte, signé au Caire, le 13 novembre 2014. (JO N°16)
- Ratification de l'accord entre le Gouvernement de la République algérienne démocratique et populaire et le Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique concernant l'ouverture d'une école internationale américaine à Alger, signé à Washington le 29 décembre 2015. (JO N°18)
- Ratification du statut de la conférence des juridictions constitutionnelles africaines, signé à Alger, le 8 mai 2011. (JO N°19)
- Ratification de la convention de la création de l'organisation arabe des technologies de la communication et de l'information, signée au Caire, le 13 février 2002. (JO N°19)
- Ratification de l'accord entre le Gouvernement de la République algérienne démocratique et populaire et le Gouvernement de la République de Corée sur la coopération en matière douanière, signé à Alger, le 8 mai 2013. (JO N°20)
- Ratification du mémorandum d'entente entre le Gouvernement de la République algérienne démocratique et populaire et le Gouvernement de la République tunisienne pour attirer les touristes des marchés lointains, signé à Tunis, le 8 février 2014. (JO N°20)
- Ratification de l'accord de siège entre le Gouvernement de la République algérienne démocratique et populaire et la Conférence des juridictions constitutionnelles africaines, signé à Alger, le 27 octobre 2015. (JO N°32)
- Ratification du mémorandum d'entente entre le Gouvernement de la République algérienne démocratique et populaire et le Gouvernement de l'Etat du Koweït sur l'échange des connaissances et des expériences en matière juridique et judiciaire, signé à la ville du Koweït le 5 avril 2015. (JO N°32)
- Ratification de la convention entre le Gouvernement de la République algérienne démocratique et populaire et le Gouvernement du Royaume-Uni de la Grande Bretagne et de l'Irlande du Nord en vue d'éviter les doubles impositions et de prévenir l'évasion et la fraude fiscales en matière d'impôt sur le revenu et sur le capital, signée à Alger, le 18 février 2015. (JO N°33)
- Ratification de l'accord entre le Gouvernement de la République algérienne démocratique et populaire et le Gouvernement du Royaume de Norvège sur le transport maritime, signé à Oslo le 23 juillet 2015. (JO N°34)

- Ratification du mémorandum d'entente entre le Gouvernement de la République algérienne démocratique et populaire et l'Institut Interrégional des Nations Unies de Recherche sur la Criminalité et la Justice (UNICRI) portant modalités et conditions de la coopération technique pour la création et le fonctionnement du bureau régional «Afrique du Nord et Sahel» des centres d'excellence de l'Union Européenne pour la réduction des risques chimiques, biologiques, radiologiques et nucléaires (CBRN), signé à Alger, le 2 septembre 2015. (JO N°35)
- Création, organisation et fonctionnement du comité national de prévention et de lutte contre la traite des personnes. (JO N°57)
- Ratification du mémorandum d'entente dans les domaines de la protection du consommateur, du contrôle économique et de la répression de la fraude commerciale entre le Gouvernement de la République algérienne démocratique et populaire et le Gouvernement de l'Etat du Qatar, signé à Doha le 23 novembre 2014. (JO N°57)
- Ratification du mémorandum d'entente dans le domaine des ressources en eau entre le Gouvernement de la République algérienne démocratique et populaire et le Gouvernement de l'Etat du Qatar, signé à Doha le 23 novembre 2014. (JO N°57)
- Ratification de la convention régionale sur les règles d'origine préférentielles Pan Euro-méditerranéennes, signée à Bruxelles, le 5 octobre 2012. (JO N°75)
- Ratification avec déclarations interprétatives, du protocole à la charte africaine des droits de l'Homme et des peuples relatif aux droits de la Femme en Afrique, adopté par la 2ème session ordinaire de la conférence de l'Union africaine, à Maputo (Mozambique) le 11 juillet 2003. (JO N°58)
- Ratification de la Charte africaine de la démocratie, des élections et de la gouvernance, adoptée par les Chefs d'Etat et de Gouvernement de l'Union africaine, à Addis Abeba (Ethiopie) le 30 janvier 2007. (JO N°59)
- Ratification de l'accord de Paris sur les changements climatiques, adopté à Paris le 12 décembre 2015. (JO N°60)
- Ratification du protocole de coopération entre le Gouvernement de la République algérienne démocratique et populaire et le Gouvernement de la République portugaise dans les domaines du contrôle économique, de la répression des fraudes et de la protection du consommateur, signé à Alger, le 10 mars 2015. (JO N°61)
- Ratification du mémorandum d'entente entre le Gouvernement de la République algérienne démocratique et populaire et le Gouvernement de la République portugaise dans le domaine de l'aménagement du territoire et de l'environnement, signé à Alger, le 10 mars 2015. (JO N°61)
- Ratification de l'accord entre le Gouvernement de la République algérienne démocratique et populaire et le Gouvernement de la République d'Argentine en matière de coopération douanière, signé à Buenos Aires, le 3 décembre 2015. (JO N°62)
- Ratification du mémorandum d'entente dans le domaine des ressources en eau entre le Gouvernement de la République algérienne démocratique et populaire et le Gouvernement de la République de Cuba, signé à la Havane, le 7 octobre 2015. (JO N°62)
- Ratification de la convention entre le Gouvernement de la République algérienne démocratique et populaire et le Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique en vue d'améliorer le respect des obligations fiscales à l'échelle internationale et de mettre en œuvre la loi relative au respect des obligations fiscales concernant les comptes étrangers «FATCA», signée à Alger, le 13 octobre 2015. (JO N°74)
- Ratification de l'amendement à l'article 38 des statuts de l'Organisation mondiale du tourisme. (JO N°75)

- Ratification de l'accord entre le Gouvernement de la République algérienne démocratique et populaire et le Gouvernement de la République de Bulgarie sur la coopération dans le domaine des technologies de l'information et de la communication, signé à Alger le 28 février 2014. (JO N°75)
- Ratification du Mémorandum d'entente portant création d'une commission mixte de coopération entre le Gouvernement de la République algérienne démocratique et populaire et le Gouvernement de la République populaire démocratique de Corée, signé à Alger le 20 janvier 2015. (JO N°75)
- Ratification de l'arrangement entre le Gouvernement de la République algérienne démocratique et populaire et le Gouvernement de la Nouvelle-Zélande portant création d'une commission de coopération bilatérale, signé à Wellington le 15 février 2016. (JO N°75)
- Ratification de l'accord entre le Gouvernement de la République algérienne démocratique et populaire et le Gouvernement de la République de Malte relatif au transport aérien, signé à Alger le 18 novembre 2015. (JO N°76)
- Délégation de signature au directeur général des ressources. (JO N°45)
- Désignation des membres de la commission sectorielle des marchés du ministère des affaires étrangères. (JO N°45)
- Délégation de signature. (JO N°69) **(26 arrêtés)**
- Délégation de signature à la sous-directrice des accords bilatéraux. (JO N°70)

## **AU TITRE DU MINISTERE DE LA JUSTICE**

### **Il convient de signaler ce qui suit :**

- Complétant l'ordonnance portant Code pénal. (JO N°37)
- Utilisation de l'empreinte génétique dans les procédures judiciaires et l'identification des personnes. (JO N°37)
- Organisation de la profession de commissaire-priseur. (JO N°46)
- Fixation de la composition et les modalités de désignation des membres du Conseil National des Droits de l'Homme ainsi que les règles relatives à son organisation et à son fonctionnement. (JO N°65)
- Fixation de la compétence des Cours et les modalités d'application de l'ordonnance n° 97-11 du 19 mars 1997 portant découpage judiciaire. (JO N°31)
- Organisation de l'école supérieure de la magistrature, les modalités de son fonctionnement ainsi que les conditions d'accès, le régime des études et les droits et obligations des élèves magistrats. (JO N°33)
- Extension de la compétence territoriale de certains tribunaux, procureurs de la République et juges d'instruction. (JO N°62)
- Placement en position d'activité auprès du ministère de la justice et des établissements publics à caractère administratif en relevant, de certains corps des paramédicaux relevant du ministère de la santé, de la population et de la réforme hospitalière. (JO N°9)



- Fixation de la liste des licences de l'enseignement supérieur pour le recrutement au corps des personnels de commandement, grade d'officier de rééducation. (JO N°4)
- Fixation des effectifs par emploi, leur classification et la durée du contrat des agents exerçant des activités d'entretien, de maintenance ou de service au titre de l'administration centrale du ministère de la justice et des juridictions. (JO N°9)
- Fixation des effectifs par emploi, leur classification et la durée du contrat des agents exerçant des activités d'entretien, de maintenance ou de service au titre de la direction générale de l'administration pénitentiaire et de la réinsertion. (JO N°9)
- Fixation des effectifs par emploi, leur classification ainsi que la durée du contrat des agents exerçant des activités d'entretien, de maintenance ou de service au titre de l'office central de répression de la corruption. (JO N°9)
- Placement en position d'activité auprès du ministère de la justice et des établissements publics à caractère administratif en relevant, de certains corps spécifiques à l'administration chargée de la jeunesse et des sports. (JO N°39)
- Approbation du règlement intérieur de la profession d'avocat. (JO N°28)
- Fixation de la liste des travaux, prestations et activités pouvant être effectués par l'école nationale des fonctionnaires de l'administration pénitentiaire, en sus de sa mission principale et les modalités d'affectation des revenus y afférents. (JO N°67)
- Délégation de signature au directeur général de l'office central de la répression de la corruption. (JO N°27)
- Création d'une section judiciaire dans le ressort du tribunal de Khenchela. (JO N°55)
- Nomination des membres du conseil d'administration de l'école nationale des personnels des greffes. (JO N°55)
- Délégation de signature au directeur des personnels greffiers et administratifs. (JO N°73)

## **AU TITRE DU MINISTERE DE L'INTERIEUR ET DES COLLECTIVITES LOCALES**

### **Il convient de signaler ce qui suit :**

- Loi relative au régime électoral. (JO N°50)
- Loi relative à la Haute Instance Indépendante de Surveillance des Elections. (JO N°50)
- Création de l'observatoire national du service public. (JO N°2)
- Désignation du Président de la Haute Instance Indépendante de Surveillance des Elections. (JO N°65)
- Fixation des limites du périmètre de protection des résidences présidentielles de Zéralda. (JO N°3)
- Fixation des limites du périmètre de protection de la nouvelle résidence présidentielle de Zéralda. (JO N°3)
- Fixation des limites du périmètre de protection de la résidence présidentielle « Idles ». (JO N°3)

- Fixation des conditions d'établissement et de délivrance du passeport d'urgence. (JO N°7)
- Fixation des règles de sécurité applicables aux activités portant sur les équipements sensibles. (JO N°9)
- Fixation des limites du périmètre de protection du siège de la Présidence de la République. (JO N°10)
- Fixation de la nature, des caractéristiques ainsi que les modalités d'octroi de distinctions honorifiques aux fonctionnaires de la protection civile. (JO N°12)
- Fixation des règles relatives à l'inhumation, au transport de corps, à l'exhumation et à la ré-inhumation. (JO N°12)
- Fixation des modalités de renouvellement des assemblées populaires communales et de wilayas dissoutes. (JO N°18)
- Fixation des modalités de fonctionnement du compte d'affectation spéciale n° 302-020 intitulé « Fonds de solidarité des collectivités locales ». (JO N°22)
- Fixation des modalités de fonctionnement du compte d'affectation spéciale n° 302-130 intitulé « Fonds de garantie des collectivités locales ». (JO N°22)
- Fixation des modalités de consultation des extraits des délibérations de l'assemblée populaire communale et des arrêtés communaux. (JO N°41)
- Création, organisation et fonctionnement de l'établissement hospitalier régional de la sûreté nationale d'Oran. (JO N°45)
- Définition des modalités de création et de délimitation des délégations communales et fixant les règles d'organisation et de fonctionnement des délégations des antennes communales. (JO N°61)
- Fixation de la composition et le fonctionnement du comité ad hoc chargé de proposer les membres de la Haute Instance Indépendante de Surveillance des Elections au titre des compétences indépendantes parmi la société civile, ainsi que les modalités de candidature à la Haute Instance en cette qualité. (JO N°63)
- Approbation du plan directeur d'aménagement et d'urbanisme d'Alger. (JO N°71)
- Fixation des dispositions particulières applicables au secrétaire général de la commune. (JO N°73)
- Fixation des conditions et les modalités de vote des citoyens algériens résidant à l'étranger pour l'élection des membres de l'assemblée populaire nationale. (JO N°75)
- Fixation des modalités d'établissement et de délivrance de la carte d'électeur, ainsi que sa durée de validité. (JO N°75)
- Fixation des conditions et formes d'établissement de la procuration pour le vote à l'élection. (JO N°75)
- Fixation des modalités de publicité des candidatures aux élections. (JO N°75)
- Placement en position d'activité auprès du ministère de l'intérieur et des collectivités locales (services de la délégation nationale aux risques majeurs) de certains corps spécifiques relevant de l'administration chargée de l'agriculture, du développement rural et de la pêche. (JO N°2)
- Fixation de l'organisation interne de la caisse de solidarité et de garantie des collectivités locales. (JO N°5)
- Désignation d'inspecteurs de la sûreté nationale en qualité d'officiers de police judiciaire. (JO N°22)
- Fixation du taux de participation des wilayas au fonds de garantie des collectivités locales. (JO N°24)

- Fixation du taux de participation des communes au fonds de garantie des collectivités locales. (JO N°24)
- Fixation du taux de prélèvement sur les recettes de fonctionnement des budgets des communes. (JO N°24)
- Fixation de la classification du centre de recherche en astronomie, astrophysique et géophysique et les conditions d'accès aux postes supérieurs en relevant. (JO N°41)
- Fixation de la nomenclature des recettes et des dépenses du compte d'affectation spéciale n° 302-136 intitulé : « Fonds pour le financement du redéploiement des agents de la garde communale ». (JO N°40)
- Fixation des modalités de suivi et d'évaluation du compte d'affectation spéciale n° 302-136 intitulé : «Fonds pour le financement du redéploiement des agents de la garde communale ». (JO N°40)
- Organisation du concours d'accès à l'école nationale d'administration. (JO N°73)
- Désignation d'inspecteurs de la sûreté nationale en qualité d'officiers de police judiciaire. (JO N°56)
- Placement de certains fonctionnaires appartenant au corps des biologistes de santé publique relevant du ministère de la santé, de la population et de la réforme hospitalière, en position d'activité auprès du ministère de l'intérieur et des collectivités locales (direction générale de la sûreté nationale). (JO N°58)
- Fixation de la nomenclature des recettes et des dépenses du compte d'affectation spéciale n° 302-130 intitulé « Fonds de garantie des collectivités locales ». (JO N°65)
- Fixation des modalités de suivi et d'évaluation du compte d'affectation spéciale n° 302-130 intitulé « Fonds de garantie des collectivités locales ». (JO N°65)
- Fixation de la nomenclature des recettes et des dépenses du compte d'affectation spéciale n° 302-020 intitulé « Fonds de solidarité des collectivités locales ». (JO N°68)
- Fixation des modalités de suivi et d'évaluation du compte d'affectation spéciale n° 302-020 intitulé « Fonds de solidarité des collectivités locales ». (JO N°68)
- Fixation de la liste nominative des membres du comité sectoriel permanent de recherche scientifique et de développement technologique du ministère de l'intérieur et des collectivités locales. (JO N°22)
- Fixation de la liste nominative des membres du conseil d'administration du centre de recherche en astronomie, astrophysique et géophysique. (JO N°22)
- Désignation des membres du conseil d'orientation de la caisse de solidarité et de garantie des collectivités locales. (JO N°5)
- Fixation de la composition de la commission sectorielle des marchés du ministère de l'intérieur et des collectivités locales. (JO N°21)
- Fixation des caractéristiques techniques de l'écharpe aux couleurs nationales et les circonstances de son port par le président de l'assemblée populaire communale. (JO N°20)
- Fixation de la liste nationale des personnes habilitées à effectuer l'enquête préalable en vue de l'affirmation de l'utilité publique dans le cadre des opérations d'expropriation pour cause d'utilité publique au titre de l'année 2016. (JO N°20)
- Nomination des membres de l'observatoire national du service public. (JO N°21)
- Désignation des membres du comité intersectoriel d'assistance de la délégation nationale aux risques majeurs. (JO N°40)
- Fixation du taux de prélèvement sur les recettes de fonctionnement des budgets des wilayas. (JO N°24)

- Désignation des membres du comité technique de la caisse de solidarité et de garantie des collectivités locales. (JO N°56)
- Fixation de la composition de la commission sectorielle des marchés du ministère de l'intérieur et des collectivités locales. (JO N°67)

## **AU TITRE DU MINISTERE DES RELATIONS AVEC LE PARLEMENT**

**Il convient de signaler ce qui suit :**

- Fixation de l'organisation et le fonctionnement de l'Assemblée Populaire Nationale et du Conseil de la Nation ainsi que les relations fonctionnelles entre les chambres du Parlement et le Gouvernement. (JO N°50)
- Renouvellement de la composition de la commission paritaire compétente à l'égard des corps des fonctionnaires du ministère des relations avec le Parlement. (JO N°35)
- Renouvellement de la composition de la commission de recours compétente à l'égard des corps des fonctionnaires du ministère des relations avec le Parlement. (JO N°35)
- Délégation de signature au directeur de l'administration générale. (JO N°35)
- Délégation de signature au sous-directeur du budget, de la comptabilité et des moyens généraux. (JO N°35)
- Délégation de signature au directeur de l'administration générale. (JO N°42)
- Délégation de signature au sous-directeur du budget, de la comptabilité et des moyens généraux. (JO N°42)

## **B/ SECTEUR FINANCES ET ECONOMIE**

**Le secteur des finances a procédé à l'étude de textes législatifs et réglementaires importants entrant dans le cadre de la politique économique.**

## **AU TITRE DU MINISTERE DES FINANCES**

**Il convient de signaler ce qui suit :**

- Règlement budgétaire pour l'exercice 2013. (JO N°46)
- Promulgation de la loi de finances pour 2017. (JO N°77)
- Transfert de crédits au budget de fonctionnement du ministère de l'agriculture, du développement rural et de la pêche. (JO N°1)

- Transfert de crédits au sein du budget de fonctionnement du ministère de la communication. (JOS N<sup>os</sup> 1, 25,51)
- Virement de crédits au sein du budget de fonctionnement du ministère des affaires étrangères et de la coopération internationale. (JO N°4)
- Transfert de crédits au budget de fonctionnement du ministère des affaires étrangères et de la coopération internationale. (JOS N<sup>os</sup> 4, 9,19, 24, 38)
- Contribution de l'Algérie à la dixième reconstitution des ressources du Fonds international de développement agricole (FIDA). (JO N°3)
- Répartition des crédits ouverts, au titre du budget de fonctionnement, par la loi de finances pour 2016, à la Présidence de la République. (JO N°8)
- Répartition des crédits ouverts, au titre du budget de fonctionnement, par la loi de finances pour 2016, au ministre d'Etat, ministre des affaires étrangères et de la coopération internationale. (JO N°8)
- Transfert de crédits au budget de fonctionnement du ministère de l'éducation nationale. (JO N°9)
- Création d'un chapitre et transfert de crédits au budget de fonctionnement du ministère de la communication. (JO N°19)
- Transfert de crédits au budget des charges communes. JOS N<sup>os</sup> 21, 44,57)
- Création d'un chapitre et transfert de crédits au budget de fonctionnement des services du Premier ministre. (JOS N<sup>os</sup> 21,42)
- Transfert de crédits au budget de fonctionnement du ministère de la justice. (JO N°21)
- Transfert de crédits au profit du budget de fonctionnement du ministère de l'habitat, de l'urbanisme et de la ville. (JO N°21)
- Transfert de crédits au budget de fonctionnement de la Présidence de la République. (JO N°24)
- Transfert de crédits au budget de fonctionnement des services du Premier ministre. (JO N°24)
- Autorisant la souscription de l'Algérie au capital de la Banque africaine de développement, au titre de l'augmentation spéciale de son capital. (JO N°37)
- Transfert de crédits au budget de fonctionnement du ministère de la jeunesse et des sports. (JO N°42)
- Transfert de crédits au budget des charges communes. (JO N°44)
- Création d'un chapitre et transfert de crédits au budget de fonctionnement du ministère de l'intérieur et des collectivités locales. (JO N°47)
- Création d'un chapitre et transfert de crédits au budget de fonctionnement du ministère de la communication. (JO N°49)
- Transfert de crédits au budget de fonctionnement du ministère des affaires étrangères. (JOS N<sup>os</sup> 57,74)
- Transfert de crédits au budget de fonctionnement du ministère de l'intérieur et des collectivités locales. (JO N°57)
- Transfert de crédits au budget de fonctionnement du ministère de l'industrie et des mines. (JO N°57)

- Création d'un chapitre et transfert de crédits au budget de fonctionnement des services du Premier ministre. (JO N°64)
- Autorisant la participation de l'Algérie à la 2ème augmentation générale du capital de l'institution islamique pour le développement du secteur privé. (JO N°65)
- Création d'un chapitre et transfert de crédits au budget de fonctionnement du ministère de l'énergie. (JO N°69)
- Création d'un chapitre et transfert de crédits au budget de fonctionnement du ministère de la solidarité nationale, de la famille et de la condition de la femme. (JO N°69)
- Approbation de l'accord de prêt n° 2000200000453 signé le 23 novembre 2016 à Abidjan (Côte d'Ivoire) entre la République algérienne démocratique et populaire et la Banque africaine de développement pour le financement du programme d'appui à la compétitivité industrielle et énergétique. (JO N°69)
- Transfert de crédits au budget de fonctionnement du ministère des moudjahidine. (JO N°74)
- Transfert de crédits au budget de fonctionnement des services du Premier ministre. (JO N°78)
- Virement de crédits au sein du budget de fonctionnement du ministre des affaires étrangères. (JO N°78)
- Virement de crédits au sein du budget de fonctionnement du ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique. (JO N°3)
- Virement de crédits au sein du budget de fonctionnement du ministère de la jeunesse et des sports. (JO N°3)
- Virement de crédits au sein du budget de fonctionnement du ministère de la justice. (JO N°3)
- Virement de crédits au sein du budget de fonctionnement du ministère du commerce. (JOS N°s 3,5)
- Virement de crédits au sein du budget de fonctionnement du ministère de l'agriculture, du développement rural et de la pêche. (JO N°4)
- Virement de crédits au sein du budget de fonctionnement des services du premier ministre. (JO N°5)
- Virement de crédits au sein du budget de fonctionnement du ministère des travaux publics. (JO N°5)
- Virement de crédits au sein du budget de fonctionnement du ministère des ressources en eau et de l'environnement. (JO N°5)
- Répartition des crédits ouverts, au titre du budget de fonctionnement, par la loi de finances pour 2016, au Premier ministre. (JO N°8)
- Répartition des crédits ouverts, au titre du budget de fonctionnement, par la loi de finances pour 2016, au ministre de l'intérieur et des collectivités locales. (JO N°8)
- Répartition des crédits ouverts, au titre du budget de fonctionnement, par la loi de finances pour 2016, au ministre de la justice, garde des sceaux. (JO N°8)
- Répartition des crédits ouverts, au titre du budget de fonctionnement, par la loi de finances pour 2016, au ministre des finances. (JO N°8)
- Répartition des crédits ouverts, au titre du budget de fonctionnement, par la loi de finances pour 2016, au ministre de l'industrie et des mines. (JO N°8)

- Répartition des crédits ouverts, au titre du budget de fonctionnement, par la loi de finances pour 2016, au ministre de l'énergie. (JO N°8)
- Répartition des crédits ouverts, au titre du budget de fonctionnement, par la loi de finances pour 2016, au ministre des Moudjahidine. (JO N°8)
- Répartition des crédits ouverts, au titre du budget de fonctionnement, par la loi de finances pour 2016, au ministre des affaires religieuses et des wakfs. (JO N°8)
- Répartition des crédits ouverts, au titre du budget de fonctionnement, par la loi de finances pour 2016, au ministre du commerce. (JO N°8)
- Répartition des crédits ouverts, au titre du budget de fonctionnement, par la loi de finances pour 2016, au ministre de l'aménagement du territoire, du tourisme et de l'artisanat. (JO N°8)
- Répartition des crédits ouverts, au titre du budget de fonctionnement, par la loi de finances pour 2016, au ministre de l'agriculture, du développement rural et de la pêche. (JO N°8)
- Répartition des crédits ouverts, au titre du budget de fonctionnement, par la loi de finances pour 2016, au ministre des ressources en eau et de l'environnement. (JO N°8)
- Répartition des crédits ouverts, au titre du budget de fonctionnement, par la loi de finances pour 2016, au ministre de l'habitat, de l'urbanisme et de la ville. (JO N°8)
- Répartition des crédits ouverts, au titre du budget de fonctionnement, par la loi de finances pour 2016, au ministre des travaux publics. (JO N°8)
- Répartition des crédits ouverts, au titre du budget de fonctionnement, par la loi de finances pour 2016, au ministre des transports. (JO N°8)
- Répartition des crédits ouverts, au titre du budget de fonctionnement, par la loi de finances pour 2016, à la ministre de l'éducation nationale. (JO N°8)
- Répartition des crédits ouverts, au titre du budget de fonctionnement, par la loi de finances pour 2016, au ministre de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique. (JO N°8)
- Répartition des crédits ouverts, au titre du budget de fonctionnement, par la loi de finances pour 2016, au ministre de la formation et de l'enseignement professionnels. (JO N°8)
- Répartition des crédits ouverts, au titre du budget de fonctionnement, par la loi de finances pour 2016, au ministre du travail, de l'emploi et de la sécurité sociale. (JO N°8)
- Répartition des crédits ouverts, au titre du budget de fonctionnement, par la loi de finances pour 2016, au ministre de la culture. (JO N°8)
- Répartition des crédits ouverts, au titre du budget de fonctionnement, par la loi de finances pour 2016, à la ministre de la solidarité nationale, de la famille et de la condition de la Femme. (JO N°8)
- Répartition des crédits ouverts, au titre du budget de fonctionnement, par la loi de finances pour 2016, au ministre des relations avec le Parlement. (JO N°8)
- Répartition des crédits ouverts, au titre du budget de fonctionnement, par la loi de finances pour 2016, au ministre de la santé, de la population et de la réforme hospitalière. (JO N°8)
- Répartition des crédits ouverts, au titre du budget de fonctionnement, par la loi de finances pour 2016, au ministre de la jeunesse et des sports. (JO N°8)

- Répartition des crédits ouverts, au titre du budget de fonctionnement, par la loi de finances pour 2016, au ministre de la communication. (JO N°8)
- Répartition des crédits ouverts, au titre du budget de fonctionnement, par la loi de finances pour 2016, à la ministre de la poste et des technologies de l'information et de la communication. (JO N°8)
- Fixation des conditions et modalités de la soumission du thon blanc importé destiné à la transformation, à la réduction de droits de douane. (JO N°7)
- Modification de la répartition par secteur des dépenses d'équipement de l'Etat pour 2016. (JOS N°s 9,26,28,41,45,47,53,69,70,74)
- Fixation des modalités d'application de la taxe annuelle d'habitation. (JO N°33)
- Fixation des modalités de fonctionnement du compte d'affectation spéciale n° 302-061 intitulé : « Dépenses en capital ». (JO N°36)
- Virement de crédits au sein du budget de fonctionnement du ministère de la jeunesse et des sports. (JO N°38)
- Fixation du niveau, les conditions et les modalités d'octroi de la bonification du taux d'intérêt des crédits d'investissement. (JO N°42)
- Virement de crédits au sein du budget de fonctionnement du ministère du commerce. (JO N°42)
- Fixation des modalités de constitution, de gestion et d'exercice de l'activité de la société de gestion de fonds d'investissement. (JO N°45)
- Création d'un chapitre et virement de crédits au sein du budget de fonctionnement du ministère de la santé, de la population et de la réforme hospitalière. (JO N°47)
- Virement de crédits au sein du budget de fonctionnement du ministère de la communication. (JOS N°s 47,74)
- Virement de crédits au sein du budget de fonctionnement du ministère de l'intérieur et des collectivités locales. (JO N°53)
- Virement de crédits au sein du budget de fonctionnement du ministère de la formation et de l'enseignement professionnels. (JO N°53)
- Fixation des modalités de fonctionnement du compte d'affectation spéciale n° 302-050 intitulé « Fonds national du logement ». (JO N°54)
- Virement de crédits au sein du budget de fonctionnement du ministère de l'agriculture, du développement rural et de la pêche. (JO N°61)
- Virement de crédits au sein du budget de fonctionnement du ministère de la culture. (JOS N°s 61,74)
- Virement de crédits au sein du budget de fonctionnement des services du Premier ministre. (JO N°64)
- Création d'un chapitre et virement de crédits au sein du budget de fonctionnement du ministère de la culture. (JO N°70)
- Fixation des modalités d'accès de l'office national des statistiques (ONS) aux bases de données du centre national du registre de commerce (CNRC) et les procédures de son application. (JO N°73)
- Virement de crédits au sein du budget de fonctionnement des services du Premier ministre. (JO N°78)



- Virement de crédits au sein du budget de fonctionnement du ministère de la justice. (JO N°78)
- Virement de crédits au sein du budget de fonctionnement du ministère de l'éducation nationale. (JO N°78)
- Virement de crédits au sein du budget de fonctionnement du ministère de la solidarité nationale, de la famille et de la condition de la femme. (JO N°78)
- Fixation du nombre de postes supérieurs des fonctionnaires relevant des corps communs des institutions et administrations publiques au titre de l'administration centrale de la direction générale de la prospective. (JO N°2)
- Fixation du nombre de postes supérieurs des ouvriers professionnels, des conducteurs d'automobiles et des appariteurs au titre de l'administration centrale de la direction générale de la prospective. (JO N°2)
- Création du bulletin officiel du ministère des finances. (JO N°47)
- Fixation de l'organisation interne de l'école nationale du Trésor. (JO N°23)
- Fixation des effectifs par emploi, leur classification et la durée du contrat des agents exerçant des activités d'entretien, de maintenance ou de service au titre de la direction générale de la prospective. (JO N°51)
- Fixation du nombre de postes supérieurs des fonctionnaires appartenant aux corps spécifiques à l'administration fiscale. (JO N°53)
- Fixation des effectifs par emploi, leur classification et la durée du contrat des agents exerçant des activités d'entretien, de maintenance ou de service au titre des services extérieurs des domaines et de la conservation foncière de la direction générale du domaine national. (JO N°40)
- Fixation des effectifs par emploi, leur classification et la durée du contrat des agents exerçant des activités d'entretien, de maintenance ou de service au titre de l'école nationale des impôts. (JO N°46)
- Fixation de la liste des activités de recherche développement en entreprise. (JO N°54)
- Classification de l'école nationale du Trésor et les conditions d'accès aux postes supérieurs en relevant. (JO N°73)
- Fixation des effectifs par emploi, leur classification et la durée du contrat des agents exerçant des activités d'entretien, de maintenance ou de service au titre de l'administration centrale de la direction générale du budget. (JO N°54)
- Fixation des modalités d'application des dispositions des articles 2 et 51 de la loi de finances pour 2016 relatifs à l'obligation de réinvestissement de 30% de la part des bénéfices correspondant aux exonérations ou réductions d'impôts accordés dans le cadre des dispositifs de soutien à l'investissement. (JO N°71)
- Fixation de la liste des établissements publics de formation supérieure habilités pour l'organisation du déroulement du concours sur épreuves et examens professionnels pour l'accès aux grades appartenant aux corps spécifiques à l'inspection générale des finances. (JO N°2)
- Fixation des modèles de la déclaration de probité, de la déclaration de candidature, de la déclaration à souscrire, de la lettre de soumission et de déclaration du sous-traitant. (JO N°17)
- Fixation des modalités d'inscription et de retrait de la liste des opérateurs économiques interdits de participer aux marchés publics. (JO N°17)
- Fixation des modalités d'exclusion de la participation aux marchés publics. (JO N°17)
- Désignation des membres de la commission sectorielle des marchés du ministère des finances. (JO N°17)

- Fixation des modalités d'agrément pour l'exercice de l'activité d'importation d'or, d'argent et de platine bruts, mi-ouvrés ou ouvrés et l'activité de récupération et de recyclage des métaux précieux. (JO N°7)
- Retrait d'agrément d'un courtier d'assurance. (JO N°36)
- Octroi d'agrément de l'EURL « Djaboub courtage en assurances » en qualité de société de courtage d'assurance. (JO N°36)
- Désignant la direction des domaines « Centre de wilaya », les directions des domaines « Est de wilaya » et les directions des domaines « Ouest de wilaya » et fixant leur ressort territorial. (JO N°35)
- Fixation des modalités de mise en œuvre de la procédure des engagements provisionnels. (JO N°53)
- Approbation du règlement intérieur de la commission de recours des personnes habilitées à déclarer les marchandises en détail. (JO N°41)
- Fixation des conditions et modalités d'émission par le Trésor public d'un emprunt national pour la croissance économique. (JO N°20)
- Fixation de la liste des responsables de l'administration des douanes habilités à engager la transaction ainsi que les taux des remises partielles. (JO N°31)
- Approbation de l'autorisation d'exercice sur le marché algérien des assurances, délivrée aux courtiers de réassurance étrangers. (JO N°53)
- Renouvellement de la composition des commissions administratives paritaires compétentes à l'égard des corps des fonctionnaires de l'administration centrale de la direction générale de la comptabilité. (JO N°65)
- Fixation des conditions et modalités d'émission par le Trésor public d'un emprunt national pour la croissance économique. (JO N°27)
- Représentation des engagements réglementés des sociétés d'assurance et/ou de réassurance. (JO N°66)
- Approbation de l'autorisation d'exercice sur le marché algérien des assurances, délivrée aux courtiers de réassurance étrangers. (JO N°66)
- Octroi d'agrément de la mutuelle d'assurance algérienne des travailleurs de l'éducation et de la culture «MAATEC». (JO N°66)
- Délégation de signature au directeur général du Trésor. (JO N°31)
- Délégation de signature au président de la cellule de traitement du renseignement financier. (JO N°36)
- Fixation du montant de l'indemnité de présence et de participation à allouer aux membres des commissions de recours des impôts directs, des taxes assimilées et des taxes sur le chiffre d'affaires. (JO N°65)
- Délégation de signature au directeur général de la prévision et des politiques. (JO N°47)
- Délégation de signature au directeur général du budget. (JO N°47)
- Délégation de signature au directeur général du Trésor. (JO N°47)
- Délégation de signature au directeur général des impôts. (JO N°47)
- Délégation de signature au directeur général de la comptabilité. (JO N°47)
- Délégation de signature au directeur général des relations économiques et financières extérieures. (JO N°47)

- Délégation de signature au directeur général des douanes. (JO N°47)
- Délégation de signature au directeur général de la prospective. (JO N°47)
- Délégation de signature au directeur des ressources humaines. (JO N°47)
- Délégation de signature à la directrice de l'agence judiciaire du Trésor. (JO N°47)
- Délégation de signature au directeur de l'administration des moyens et des finances à la direction générale du budget. (JO N°47)
- Délégation de signature au directeur de la réglementation et de l'exécution comptable des budgets à la direction générale de la comptabilité. (JO N°47)
- Délégation de signature au directeur de l'administration des moyens et des finances à la direction générale du domaine national. (JO N°47)
- Délégation de signature au directeur de l'administration des moyens et des finances à la direction générale des impôts. (JO N°47)
- Délégation de signature au directeur de l'administration générale à la direction générale des douanes. (JO N°47)
- Délégation de signature au directeur des moyens financiers à la direction générale des douanes. (JO N°47)
- Délégation de signature au directeur de l'administration des moyens à l'inspection générale des finances. (JO N°47)
- Délégation de signature à des sous-directeurs. **(05 arrêtés)** (JO N°47)
- Délégation de signature au directeur des opérations financières et des infrastructures. (JO N°47)
- Délégation de signature au directeur de la maintenance et des moyens. (JO N°48)
- Délégation de signature au sous-directeur des personnels à la direction générale de la comptabilité. (JO N°48)
- Fixation du taux d'intérêt de crédit ou de retard et des remises spéciales, ainsi que les modalités de leurs répartitions. (JO N°57)
- Fixation de la liste des marchandises exclues du champ d'application de l'article 156 de la loi n° 84-21 du 24 décembre 1984 portant loi de finances pour 1985. (JO N°48)
- Délégation de signature au président de la cellule de traitement du renseignement financier. (JO N°51)
- Fixation du cadre d'organisation des concours et examens professionnels pour l'accès aux grades appartenant aux corps spécifiques de l'administration chargée des domaines, de la conservation foncière et du cadastre. (JO N°62)
- Délai d'acquittement de la vignette automobile 2016. (JO N°22)
- Définition des règles de fixation des prix applicables aux ouvrages d'or, d'argent et de platine de luxe. (JO N°31)
- Prolongation du délai d'acquittement de la vignette automobile 2016. (JO N°37)

- Suppression d'un bureau de douane. (JO N°51)

## **AU TITRE DE LA BANQUE D'ALGERIE**

### **Il convient de signaler ce qui suit :**

- Situation mensuelle au 30 septembre 2015. (JO N°1)
- Situation mensuelle au 31 octobre 2015. (JO N°1)
- Situation mensuelle au 30 novembre 2015. (JO N°1)
- Situation mensuelle au 31 décembre 2015. (JO N°28)
- Situation mensuelle au 31 janvier 2016. (JO N°30)
- Situation mensuelle au 29 février 2016. (JO N°30)
- Situation mensuelle au 31 mars 2016. (JO N°30)
- Situation mensuelle au 30 avril 2016. (JO N°44)
- Situation mensuelle au 31 mai 2016. (JO N°44)
- Situation mensuelle au 30 juin 2016. (JO N°50)
- Situation mensuelle au 31 juillet 2016. (JO N°56)
- Situation mensuelle au 31 août 2016. (JO N°55)
- Situation mensuelle au 30 septembre 2016. (JO N°68)
- Situation mensuelle au 31 octobre 2016. (JO N°78)
- Situation mensuelle au 30 novembre 2016. (JO N°78)
- Publication de la liste des banques et de la liste des établissements financiers agréés en Algérie. (JO N°28)
- Fixation des règles applicables aux transactions courantes avec l'étranger et aux comptes devises. (JO N°17)
- Fixation du seuil de déclaration d'importation et d'exportation de billets de banque et/ou d'instruments négociables libellés en monnaies étrangères librement convertibles, par les résidents et les non-résidents. (JO N°25)
- Fixation des opérations d'escompte d'effets publics, de réescompte d'effets privés, d'avances et crédits aux banques et établissements financiers. (JO N°56)
- Fixation du règlement relatif aux règles applicables aux transactions courantes avec l'étranger et aux comptes devises. (JO N°72)

## **AU TITRE DU : MINISTERE DE L'ENERGIE**

### **Il convient de signaler ce qui suit :**

- Approbation de l'avenant n° 4 du contrat du 30 mai 1999 pour la recherche et l'exploitation d'hydrocarbures sur le périmètre dénommé « Zemoul-EI-Kbar » (bloc : 403 d) conclu à Alger le 8 juillet 2015 entre la société nationale SONATRACH . S.P.A et la société « ENI ALGERIA EXPLORATION BV». (JO N°3)
- Approbation de l'avenant n° 1 au contrat du 26 février 2012 pour la recherche et l'exploitation d'hydrocarbures sur le périmètre dénommé « Erg Issaouane II » (blocs : 226 a et 229 b1) conclu à Alger, le 7 février 2016 entre l'agence nationale pour la valorisation des ressources en hydrocarbures (ALNAFT) et la société nationale SONATRACH-S.P.A. (JO N°37)
- Approbation de l'avenant n° 9 au contrat du 24 novembre 1992 pour la recherche et l'exploitation d'hydrocarbures sur les périmètres dénommés « Oulad-N'sir » et « Menzel-Lejmat » (blocs : 215 et 405) conclu à Alger, le 7 janvier 2016 entre la société nationale SONATRACH-S.P.A et les sociétés «Conocophilips Algeria LTD », « PT Pertamina Algeria Eksplorasi Produksi » et « Talisman (Algeria) B.V». (JO N°37)
- Approbation d'avenants n° 1 aux contrats du 30 juin 2010 pour la recherche et l'exploitation des hydrocarbures, conclus à Alger le 30 juin 2016 entre l'agence nationale pour la valorisation des ressources en hydrocarbures (ALNAFT) et la société nationale «SONATRACH-S.P.A ». (JO N°65)
- Approbation de l'avenant n° 5 au contrat du 10 juillet 2002 pour la recherche, l'appréciation et l'exploitation d'hydrocarbures sur le périmètre dénommé « Reggane Nord» (Blocs : 351c et 352c), conclu à Alger le 13 avril 2016 entre la société nationale «SONATRACH-S.P.A » et les sociétés « Repsol Exploration Argelia, S.A. », « Edition international et « DEA Deutsche Erdoel AG ». (JO N°65)
- Approbation de l'avenant n° 5 au contrat du 30 mai 1999 pour la recherche et l'exploitation d'hydrocarbures sur le périmètre dénommé « Zemoul-EI-Kbar » (Bloc : 403d), conclu à Alger le 4 juillet 2016 entre la société nationale SONATRACH-S.P.A et la société « ENI ALGERIA EXPLORATION B.V ». (JO N°65)
- Approbation de l'avenant n° 6 au contrat du 13 mai 1995 pour la recherche et l'exploitation d'hydrocarbures sur le périmètre dénommé « Zemoul El Kbar » (Bloc : 403a), conclu à Alger le 4 juillet 2016 entre la société nationale SONATRACH-S.P.A et la société « ENI ALGERIA EXPLORATION B.V ». (JO N°65)
- Approbation de l'avenant n° 13 au contrat du 24 juin 1989 pour la recherche et l'exploitation d'hydrocarbures liquides sur les périmètres dénommés « Rhourde El Louh » (Bloc : 401a) et « Sif Fatima » (Bloc : 402a), conclu à Alger le 4 juillet 2016 entre la société nationale SONATRACH-S.P.A et les sociétés « BHP Billiton Petroleum (International Exploration) PTY LTD » et « ENI ALGERIA EXPLORATION B.V ». (JO N°65)
- Fixation des règles techniques de la production d'électricité. (JO N°7)
- Déclaration d'utilité publique l'opération relative à la réalisation d'une ligne électrique haute et très haute tension dans la wilaya de Biskra. (JO N°7)
- Tarif pour l'utilisation des infrastructures de stockage et aux modalités de fonctionnement de la caisse de péréquation et de compensation des tarifs de transport des produits pétroliers. (JO N°9)
- Création, missions, organisation et fonctionnement de l'inspection générale du ministère de l'énergie. (JO N°10)

- Dissolution de l'institut algérien des énergies renouvelables. (JO N°10)
- Fixation des modalités de fonctionnement du compte d'affectation spéciale n° 302-131 intitulé « Fonds national pour la maîtrise de l'énergie et pour les énergies renouvelables et de la cogénération ». (JO N°22)
- Déclaration d'utilité publique l'opération relative à la réalisation des postes de sectionnement de la canalisation multi-produits et ses ouvrages annexes, pour le transport de produits pétroliers, reliant la raffinerie de Skikda aux dépôts de carburants d'El Khroub (wilaya de Constantine) et El Eulma (wilaya de Sétif). (JO N°22)
- Fixation des règles économiques pour les droits de raccordement aux réseaux et autres actions nécessaires pour satisfaire les demandes d'alimentation des clients en électricité et gaz. (JO N°28)
- Déclaration d'utilité publique l'opération relative à la réalisation des ouvrages de gaz naturel haute pression dans plusieurs wilayas. (JO N°29)
- Création, missions, organisation et fonctionnement des directions de wilayas de l'énergie. (JO N°34)
- Déclaration d'utilité publique, l'opération relative à la réalisation des postes de sectionnement de la canalisation de gaz de pétrole liquéfié et ses ouvrages annexes reliant le complexe de séparation de gaz de pétrole liquéfié d'Arzew (wilaya d'Oran) au centre de stockage et de distribution de gaz de pétrole liquéfié vrac de Sidi Rzine (wilaya d'Alger). (JO N°35)
- Attribution à l'agence nationale pour la valorisation des ressources en hydrocarbures «ALNAFT» de deux titres miniers pour les activités de recherche et/ou d'exploitation des hydrocarbures. (JO N°43)
- Fixation de la liste et la classification des matières et produits chimiques dangereux. (JO N°7)
- Fixation des modalités du suivi et de l'évaluation du compte d'affectation spéciale n° 302-137 intitulé «Fonds national de soutien à l'investissement pour l'électrification et la distribution publique du gaz». (JO N°7)
- Nomination des membres du comité intersectoriel de la maîtrise de l'énergie. (JO N°71)

## **AU TITRE DU MINISTERE DE L'INDUSTRIE ET DES MINES**

### **Il convient de signaler ce qui suit :**

- Loi modifiant et complétant la loi relative à la normalisation. (JO N°37)
- Loi relative à la promotion de l'investissement. (JO N°46)
- Abrogation du décret présidentiel n° 11-85 du 16 février 2011 portant organisation et fonctionnement de la société Manadjim El Djazaïr dénommée « Manal Spa ». (JO N°37)
- Fixation des modalités d'application de l'exonération et la bonification des taux d'intérêts bancaires octroyés aux activités relevant de certaines filières industrielles. (JO N°22)

- Fixation des modalités de fonctionnement du compte d'affectation spéciale n° 302-124 intitulé « Fonds national de mise à niveau des PME, d'appui à l'investissement et de la promotion de la compétitivité industrielle ». (JO N°34)
- Organisation et fonctionnement de la normalisation. (JO N°73)
- Fixation de la nomenclature des recettes et des dépenses du « Fonds de promotion de la compétitivité industrielle ». (JO N°4)
- Fixation des conditions et modalités d'offres en matière de crédit à la consommation. (JO N°1)
- Adoption du règlement technique relatif aux « ciments courants ». (JO N°27)
- Adoption du règlement technique relatif à « la coutellerie ». (JO N°59)
- Classification de l'office national de métrologie légale et les conditions d'accès aux postes supérieurs en relevant. (JO N°40)
- Transfert du personnel lié à l'activité des mines et au contrôle réglementaire exerçant au niveau des directions de wilaya de l'énergie aux directions de wilaya de l'industrie et des mines. (JO N°54)
- Fixation de l'organisation de l'administration centrale du ministère de l'industrie et des mines en bureaux et/ou chargés d'études. (JO N°61)
- Nomination des membres du conseil national de la normalisation. (JO N°7)
- Fixation de la liste nominative des membres du conseil d'administration de l'office national de la métrologie légale. (JO N°7)
- Nomination des membres du conseil d'administration de la pépinière d'entreprises dénommée « Incubateur de Biskra ». (JO N°7)
- Nomination des membres du conseil d'administration de la pépinière d'entreprises dénommée « Incubateur de Sidi Bel Abbès ». (JO N°7)
- Nomination des membres du conseil d'administration de la pépinière d'entreprises dénommée « Incubateur de Mila ». (JO N°7)
- Nomination des membres du conseil national de métrologie. (JO N°9)
- Nomination des membres du conseil d'orientation et de surveillance du centre de facilitation de Biskra. (JO N°16)
- Nomination des membres du conseil d'orientation et de surveillance du centre de facilitation de Sidi Bel Abbès. (JO N°16)
- Nomination des membres du conseil d'orientation et de surveillance du centre de facilitation de Tipaza. (JO N°16)
- Désignation des membres de la commission sectorielle des marchés du ministère de l'industrie et des mines. (JO N°13)
- Désignation des membres du conseil d'administration de l'agence nationale de développement de l'investissement. (JO N°39)
- Nomination des membres du conseil d'orientation et de surveillance du centre de facilitation de Bordj Bou Arréridj. (JO N°10)

- Désignation des membres du conseil d'orientation et de surveillance de l'agence nationale de développement de la PME. (JO N°16)
- Nomination des membres du conseil d'administration de la pépinière d'entreprises dénommée « Incubateur d'Adrar ». (JO N°30)
- Nomination des membres du conseil d'administration de la pépinière d'entreprises dénommée « Incubateur d'Oum El Bouaghi ». (JO N°30)
- Nomination des membres du conseil d'administration de la pépinière d'entreprises dénommée « Incubateur de Batna ». (JO N°30)
- Nomination des membres du conseil d'administration de la pépinière d'entreprises dénommée « Incubateur de Biskra ». (JO N°30)
- Nomination des membres du conseil d'administration de la pépinière d'entreprises dénommée « Incubateur de Béchar ». (JO N°30)
- Nomination des membres du conseil d'administration de la pépinière d'entreprises dénommée « Incubateur de Bouira ». (JO N°30)
- Nomination des membres du conseil d'administration de la pépinière d'entreprises dénommée « Incubateur de Tiaret ». (JO N°30)
- Nomination des membres du conseil d'administration de la pépinière d'entreprises dénommée « Incubateur de Sidi Bel Abbès ». (JO N°30)
- Nomination des membres du conseil d'administration de la pépinière d'entreprises dénommée « Incubateur de Annaba ». (JO N°30)
- Nomination des membres du conseil d'administration de la pépinière d'entreprises dénommée « Incubateur de Ouargla ». (JO N°30)
- Nomination des membres du conseil d'administration de la pépinière d'entreprises dénommée « Incubateur d'El Bayadh ». (JO N°30)
- Nomination des membres du conseil d'administration de la pépinière d'entreprises dénommée « Incubateur de Bordj Bou Arréridj ». (JO N°30)
- Nomination des membres du conseil d'administration de la pépinière d'entreprises dénommée « Incubateur de Khenchela ». (JO N°30)
- Nomination des membres du conseil d'administration de la pépinière d'entreprises dénommée « Incubateur de Mila ». (JO N°30)
- Nomination des membres du conseil d'administration de la pépinière d'entreprises dénommée « Incubateur de Ghardaïa ». (JO N°30)
- Désignation des membres du conseil d'administration du fonds de garantie des crédits de la petite et moyenne entreprise. (JO N°61)
- Fixation de la liste nominative des membres du comité sectoriel permanent de la recherche scientifique et du développement technologique du ministère de l'industrie et des mines. (JO N°54)
- Nomination des membres du conseil d'orientation et de surveillance du centre de facilitation d'Adrar. (JO N°39)



- Nomination des membres du conseil d'orientation et de surveillance du centre de facilitation de Laghouat. (JO N°39)
- Nomination des membres du conseil d'orientation et de surveillance du centre de facilitation de Biskra. (JO N°39)
- Nomination des membres du conseil d'orientation et de surveillance du centre de facilitation de Bécharr. (JO N°39)
- Nomination des membres du conseil d'orientation et de surveillance du centre de facilitation de Djelfa. (JO N°39)
- Nomination des membres du conseil d'orientation et de surveillance du centre de facilitation de Sidi Bel Abbès. (JO N°39)
- Nomination des membres du conseil d'orientation et de surveillance du centre de facilitation d'El Bayadh. (JO N°39)
- Nomination des membres du conseil d'orientation et de surveillance du centre de facilitation d'Ilizi. (JO N°39)
- Nomination des membres du conseil d'orientation et de surveillance du centre de facilitation de Tindouf. (JO N°39)
- Nomination des membres du conseil d'orientation et de surveillance du centre de facilitation de Khenchela. (JO N°39)
- Nomination des membres du conseil d'orientation et de surveillance du centre de facilitation de Ghardaïa. (JO N°39)
- Nomination des membres du conseil d'orientation et de surveillance du centre de facilitation de Batna. (JO N°40)
- Nomination des membres du conseil d'orientation et de surveillance du centre de facilitation de Bouira. (JO N°40)
- Nomination des membres du conseil d'orientation et de surveillance du centre de facilitation de Ouargla. (JO N°40)
- Nomination des membres du conseil d'orientation et de surveillance du centre de facilitation de Boumerdès. (JO N°40)
- Nomination des membres du conseil d'orientation et de surveillance du centre de facilitation d'El Oued. (JO N°40)
- Nomination des membres du conseil d'orientation et de surveillance du centre de facilitation de Mila. (JO N°40)
- Fixation de la liste nominative des membres du conseil d'administration de l'office national de métrologie légale. (JO N°76)
- Fixation de la liste nominative des membres du conseil d'administration de l'institut national algérien de la propriété industrielle. (JO N°76)
- Nomination des membres du conseil d'orientation et de surveillance du centre de facilitation de Chlef. (JO N°43)

- Nomination des membres du conseil d'orientation et de surveillance du centre de facilitation d'Oum El Bouaghi. (JO N°43)
- Nomination des membres du conseil d'orientation et de surveillance du centre de facilitation de Béjaïa. (JO N°43)
- Nomination des membres du conseil d'orientation et de surveillance du centre de facilitation de Blida. (JO N°43)
- Nomination des membres du conseil d'orientation et de surveillance du centre de facilitation de Jijel. (JO N°43)
- Nomination des membres du conseil d'orientation et de surveillance du centre de facilitation de Souk Ahras. (JO N°43)
- Nomination des membres du conseil d'orientation et de surveillance du centre de facilitation de Naâma. (JO N°43)
- Désignation des membres de la commission du prix national de l'innovation pour les petites et moyennes entreprises. (JO N°76)

## **AU TITRE DU MINISTRE DU COMMERCE**

### **Il convient de signaler ce qui suit :**

- Fixation des prix à la production et aux différents stades de la distribution du lait pasteurisé conditionné en sachet. (JO N°9)
- Définition du modèle du document tenant lieu de facture ainsi que les catégories d'agents économiques tenus de l'utiliser. (JO N°10)
- Fixation du prix plafond à consommateur ainsi que les marges plafonds à la production, à l'importation et à la distribution, aux stades de gros et de détail de l'huile alimentaire raffinée ordinaire et du sucre blanc. (JO N°13)
- Fixation des modalités et les frais d'insertion des publicités légales au bulletin officiel des annonces légales. (JO N°27)
- Fixation des conditions et les modalités d'utilisation des objets et des matériaux destinés à être mis en contact avec les denrées alimentaires ainsi que les produits de nettoyage de ces matériaux. (JO N°69)
- Adoption du règlement technique fixant les exigences de sécurité des appareils à gaz combustible. (JO N°41)
- Fixation des effectifs par emploi, leur classification et la durée du contrat des agents exerçant des activités d'entretien, de maintenance ou de service, au titre du centre algérien du contrôle de la qualité et de l'emballage. (JO N°41)
- Fixation des conditions et les modalités d'apposition de la mention "halal" pour les denrées alimentaires concernées. (JO N°70)
- Fixation des listes ainsi que les limites maximales de résidus de médicaments vétérinaires ou de substances pharmacologiquement actives tolérées dans les denrées alimentaires d'origine animale. (JO N°68)

- Adoption du règlement technique fixant les exigences de sécurité des articles de puériculture. (JO N°68)
- Fixation de la nomenclature des recettes et des dépenses du compte d'affectation spéciale n°302-084 intitulé « Fonds spécial pour la promotion des exportations ». (JO N°57)
- Fixation des modalités de suivi et d'évaluation du compte d'affectation spéciale n° 302-084 intitulé « Fonds spécial pour la promotion des exportations ». (JO N°57)
- Renouvellement de la composition de la commission de recours compétente à l'égard des personnels de l'administration centrale du ministère du commerce, du centre algérien du contrôle de la qualité et de l'emballage et de l'agence nationale de promotion du commerce extérieur. (JO N°1)
- Désignation des membres de la commission sectorielle des marchés publics du ministère du commerce. (JO N°20)
- Rendant obligatoire la méthode de détermination de la teneur en matières grasses brutes et en matières grasses totales des céréales, des produits céréaliers et des aliments pour animaux par la technique d'extraction de Randall. (JO N°24)
- Fixation de la liste nominative des membres du conseil d'administration du centre national du registre de commerce. (JO N°38)
- Rendant obligatoire la méthode de contrôle de la stabilité des produits appertisés et des produits assimilés. (JO N°26)
- Fixation de la liste nominative des membres du conseil d'orientation du centre algérien du contrôle de la qualité et de l'emballage (C.A.C.Q.E). (JO N°33)
- Désignation de représentants du ministre chargé du commerce auprès du conseil de la concurrence. (JO N°38)
- Fixation de la liste nominative des membres de la commission scientifique et technique du centre algérien du contrôle de la qualité et de l'emballage (C.A.C.Q.E). (JO N°71)
- Fixation de la liste nominative des membres de la commission interministérielle chargée d'harmoniser les textes réglementant les professions et les activités soumises à inscription au registre du commerce. (JO N°57)
- Rendant obligatoire la méthode de préparation des échantillons, de la suspension mère et des dilutions décimales en vue de l'examen microbiologique des produits autres que les produits laitiers, les produits carnés et les produits de la pêche. (JO N°63)
- Désignation des membres de la commission sectorielle des marchés publics du ministère du commerce. (JO N°68)
- Rendant obligatoire la méthode de détermination du pH des denrées alimentaires en conserve. (JO N°73)

## **C/ SECTEUR INFRASTRUCTURES DE BASE**

**Au cours de l'année 2016, ce secteur a connu une activité normative importante.**

**AU TITRE DU MINISTERE DE L'HABITAT, DE L'URBANISME ET DE LA VILLE**

## **Il convient de signaler ce qui suit :**

- Fixation de la liste des postes supérieurs des services extérieurs du ministère de l'habitat, de l'urbanisme et de la ville, les conditions d'accès à ces postes ainsi que la bonification indiciaire y afférente. (JO N°4)
- Fixation des conditions et modalités d'intervention sur les tissus urbains anciens. (JO N°7)
- Adoption du plan d'aménagement de la ville nouvelle de Bouinan. (JO N°31)
- Adoption du plan d'aménagement de la ville nouvelle de Bougezhoul. (JO N°31)
- Adoption du plan d'aménagement de la ville nouvelle de Hassi Messaoud. (JO N°31)
- Création de la ville nouvelle de Sidi Abdellah. (JO N°47)
- Adoption du plan d'aménagement de la ville nouvelle de Sidi Abdellah. (JO N°47)
- Fixation des modalités de rémunération de la maîtrise d'œuvre en bâtiment. (JO N°51)
- Fixation des conditions et modalités d'acquisition, dans le cadre de la location-vente de logements réalisés sur fonds publics ou sur ressources bancaires ou tous autres financements. (JO N°65)
- Fixation des conditions et modalités de transfert du droit au bail d'un logement public locatif relevant de la gestion des OPGI. (JO N°70)
- Fixation de la liste des agents relevant de l'administration de l'habitat et de l'urbanisme, habilités à constater les infractions aux dispositions relatives à l'activité de promotion immobilière ainsi que les modalités de leur désignation. (JO N°73)
- Organisation interne du centre national d'études et de recherches intégrées du bâtiment (CNERIB). (JO N°4)
- Placement en position d'activité, auprès du ministère de l'habitat, de l'urbanisme et de la ville, de certains fonctionnaires appartenant au corps des ingénieurs de l'environnement. (JO N°3)
- Droits de construction applicables aux territoires situés hors des parties urbanisées de communes. (JO N°3)
- Définition des modalités de mise à disposition de la caisse nationale du logement du financement relatif aux programmes de logements publics et des voiries et réseaux divers primaires et secondaires. (JO N°37)
- Définition des modalités de délivrance des certificats de qualification et de classification professionnelles des entreprises, groupes d'entreprises et groupements d'entreprises intervenant dans le cadre de la réalisation des marchés publics du bâtiment, des travaux publics, des ressources en eau, des travaux forestiers et des travaux des infrastructures passives des télécommunications. (JO N°36)
- Fixation des cas de mise en garde et de retrait provisoire ou définitif du certificat de qualification et de classification professionnelles. (JO N°36)
- Classification du centre national d'études et de recherches intégrées du bâtiment et les conditions d'accès aux postes supérieurs en relevant. (JO N°36)
- Fixation des conditions et modalités de prise en charge de la concession des terrains relevant du domaine privé de l'Etat destinés à la réalisation de projets de promotion immobilière à caractère commercial consentie antérieurement à la promulgation du décret exécutif n° 15-281 du 26 octobre 2015. (JO N°62)
- Fixation du nombre de postes supérieurs à caractère fonctionnel au titre des services déconcentrés de l'administration chargée de l'habitat et de l'urbanisme. (JO N°75)

- Fixation du calcul du prix de cession du logement promotionnel public. (JO N°62)
- Organisation de la direction déléguée à l'habitat, à l'urbanisme et aux équipements publics en services et bureaux. (JO N°68)
- Organisation de l'administration centrale du ministère de l'habitat, de l'urbanisme et de la ville en bureaux. (JO N°78)
- Homologation des indices des salaires et matières du 2ème trimestre 2015, utilisés dans les formules d'actualisation et de révision des prix des marchés de travaux du secteur du bâtiment, des travaux publics et de l'hydraulique (BTPH). (JO N°3)
- Désignation des membres du conseil d'administration de l'agence nationale de réalisation et de gestion de «djamaâ El Djazaïr ». (JO N°20)
- Homologation des indices des salaires et matières du 3ème trimestre 2015, utilisés dans les formules d'actualisation et de révision des prix des marchés de travaux du secteur du bâtiment, travaux publics et hydraulique (BTPH). (JO N°30)
- Fixation du cahier-type des servitudes applicables aux investissements situés dans le périmètre de la ville nouvelle de Bouinan. (JO N°32)
- Désignation des membres de la commission sectorielle des marchés publics du ministère de l'habitat, de l'urbanisme et de la ville. (JO N°20)
- Désignation des membres de la commission d'agrément des promoteurs immobiliers. (JO N°31)
- Fixation de la composition de la commission interministérielle pour l'examen du plan d'aménagement de la ville nouvelle. (JO N°31)
- Homologation des indices des salaires et matières du 4ème trimestre 2015, utilisés dans les formules d'actualisation et de révision des prix des marchés de travaux du secteur du bâtiment, des travaux publics et de l'hydraulique (BTPH). (JO N°31)
- Homologation des indices des salaires et matières du 1<sup>er</sup> trimestre 2016, utilisés dans les formules d'actualisation et de révision des prix des marchés de travaux du secteur du bâtiment, des travaux publics et de l'hydraulique (BTPH). (JO N°73)
- Fixation des modalités de délivrance de l'autorisation de la pose de la plaque indicative des auteurs des œuvres sur les ouvrages et les constructions, ses caractéristiques et l'endroit de son emplacement. (JO N°46)
- Approbation du document technique réglementaire DTR.C3.2/4 intitulé «réglementation thermique du bâtiment ». (JO N°67)

## **AU TITRE DU MINISTERE DES RESSOURCES EN EAU ET DE L'ENVIRONNEMENT**

### **Il convient de signaler ce qui suit :**

- Fixation des attributions du ministre des ressources en eau et de l'environnement. (JO N°15)
- Organisation de l'administration centrale du ministère des ressources en eau et de l'environnement. (JO N°15)

- Création, organisation et fonctionnement de l'inspection générale du ministère des ressources en eau et de l'environnement. (JO N°15)
- Fixation des modalités de fonctionnement du compte d'affectation spéciale n° 302-079 intitulé «Fonds national de l'eau ». (JO N°34)
- Déclaration d'utilité publique l'opération relative à l'alimentation en eau potable des communes côtières de Tizi Ouzou à partir de la station de dessalement d'eau de mer de Cap Djinet (wilaya de Boumerdès). (JO N°36)
- Déclaration d'utilité publique l'opération relative au renforcement de l'alimentation en eau potable des communes de la wilaya de Sétif et de la wilaya de Bordj Bou Arréridj à partir du barrage de Tichy-Haf (wilaya de Béjaïa). (JO N°36)
- Déclaration d'utilité publique l'opération relative aux travaux d'aménagement hydro-agricole de la plaine de M'Leta à partir de la station d'épuration des eaux usées d'El Karma, wilaya d'Oran, dans les wilayas d'Oran et de Mascara. (JO N°36)
- Fixation de la composition, les modalités d'organisation et de fonctionnement de la commission nationale et des commissions de wilaya des aires protégées. (JO N°60)
- Fixation des modalités d'application de la redevance due en raison de l'usage à titre onéreux du domaine public hydraulique pour les eaux minérales et les eaux de source. (JO N°65)
- Déclaration d'utilité publique l'opération relative à l'interconnexion du barrage de Douéra au système de sécurisation de l'alimentation en eau potable de la wilaya d'Alger. (JO N°65)
- Déclaration d'utilité publique l'opération relative à la réalisation du transfert des eaux à partir du barrage de Kef Eddir - branche Tipaza -wilaya de Tipaza. (JO N°73)
- Composition de la commission sectorielle des marchés du ministère des ressources en eau et de l'environnement. (JO N°70)
- Désignation des membres du comité « Substances réglementées ». (JO N°61)

## **AU TITRE DU MINISTERE DE L'AGRICULTURE DU DEVELOPPEMENT RURAL ET DE LA PECHE**

### **Il convient de signaler ce qui suit :**

- Fixation de l'organisation, du fonctionnement et des missions du Conseil national consultatif de la pêche et de l'aquaculture. (JO N°12)
- Fixation des modalités de fonctionnement du compte d'affectation spéciale n° 302-080 intitulé «Fonds national d'aide à la pêche artisanale et à l'aquaculture». (JO N°47)
- Fixation des attributions du ministre de l'agriculture, du développement rural et de la pêche. (JO N°56)
- Organisation de l'administration centrale du ministère de l'agriculture, du développement rural et de la pêche. (JO N°56)

- Fixation de l'organisation de l'administration centrale de la direction générale des forêts. (JO N°56)
- Fixation des effectifs par emploi, leur classification ainsi que la durée du contrat des agents exerçant des activités d'entretien, de maintenance ou de service, au titre de l'institut national supérieur de pêche et d'aquaculture. (JO N°4)
- Placement en position d'activité de certains corps spécifiques de l'administration chargée de l'agriculture auprès de l'administration chargée de la jeunesse et des sports. (JO N°16)
- Fixation des effectifs par emploi, leur classification et la durée du contrat des agents exerçant des activités d'entretien, de maintenance ou de service, au titre des établissements publics à caractère administratif, sous tutelle du ministère de l'agriculture, du développement rural et de la pêche. (JO N°18)
- Fixation de l'organisation interne de l'institut national de la recherche agronomique d'Algérie (I.N.R.A.A). (JO N°23)
- Fixation de la classification de l'institut technique de développement de l'agronomie saharienne et les conditions d'accès aux postes supérieurs en relevant. (JO N°55)
- Détermination de la nomenclature des recettes et des dépenses du compte d'affectation spéciale n° 302-048 intitulé « Indemnisation au titre des biens affectés au fonds national de la révolution agraire ». (JO N°39)
- Fixation des modalités de suivi et d'évaluation du compte d'affectation spéciale n° 302-048 intitulé «Indemnisation au titre des biens affectés au fonds national de la révolution agraire». (JO N°39)
- Organisation de la direction déléguée aux services agricoles en services et en bureaux. (JO N°72)
- Fixation des caractéristiques techniques, les mentions, les inscriptions, les signes et les couleurs utilisés par les logos de l'appellation d'origine (AO) et de l'indication géographique (IG) des produits agricoles ou d'origine agricole. (JO N°72)
- Fixation des modalités d'organisation, la durée ainsi que le contenu des programmes de la formation préparatoire pour l'occupation de certains grades appartenant aux corps spécifiques de l'administration des forêts. (JO N°4)
- Désignation des membres de la commission des produits phytosanitaires à usage agricole. (JO N°4)
- Nomination des membres du conseil d'administration de l'office algérien interprofessionnel des céréales (OAIC). (JO N°4)
- Création d'une commission des œuvres sociales au sein de l'école nationale des forêts. (JO N°4)
- Classement des peuplements porte graines au niveau du domaine forestier national destiné à la production de semences et graines forestières. (JO N°4)
- Fixation des conditions et les modalités d'élaboration du programme d'exploitation du corail. (JO N°23)
- Fixation des modalités d'ouverture des périmètres d'exploitation du corail. (JO N°23)
- Fixation des termes et le contenu du registre de plongée pour l'exploitation du corail. (JO N°23)
- Inscription de variétés végétales dans les listes A et B du catalogue officiel des espèces et variétés autorisées à la production et à la commercialisation. (JO N°16)
- Fixation des conditions de production, de contrôle et de commercialisation des semences et plants forestiers. (JO N°64)

- Désignation des membres de la commission sectorielle des marchés du ministère de l'agriculture, du développement rural et de la pêche. (JO N°16)
- Désignation des membres de la commission des produits phytosanitaires à usage agricole. (JO N°61)
- Nomination des membres du conseil d'orientation du laboratoire national de contrôle et d'analyse des produits de la pêche et de l'aquaculture et de la salubrité des milieux. (JO N°61)
- Désignation des membres du conseil d'administration du parc zoologique et des loisirs « la concorde civile ». (JO N°53)
- Fixation des dispositions relatives au fonctionnement et à l'organisation du système de qualité des produits agricoles ou d'origine agricole. (JO N°61)
- Fixation des règles relatives à la procédure de reconnaissance des appellations d'origine, des indications géographiques et des labels agricoles de qualité. (JO N°76)
- Fixation de l'organisation, la composition et le fonctionnement du comité technique chargé de l'octroi des agréments de production et de vente des semences et plants. (JO N°53)
- Fixation des superficies minimales, les conditions et les caractéristiques techniques pour l'exercice des activités de production, de multiplication et de ventes des semences et plants. (JO N°53)
- Inscription de variétés de pomme de terre et de céréales dans la liste A du catalogue officiel des espèces et variétés autorisées à la production et à la commercialisation. (JO N°59)
- Délégation du pouvoir de nomination et de gestion administrative aux directeurs des services agricoles de wilaya. (JO N°76)
- Délégation du pouvoir de nomination et de gestion administrative aux conservateurs des forêts de wilaya. (JO N°76)
- Habilitant les directeurs des services agricoles, les conservateurs des forêts et les directeurs de pêche et des ressources halieutiques de wilayas à représenter le ministre de l'agriculture, du développement rural et de la pêche dans les actions en justice. (JO N°53)
- Nomination des membres du conseil d'administration de l'office national interprofessionnel du lait et des produits laitiers (ONIL). (JO N°72)
- Attribution du signe distinctif de reconnaissance de la qualité du produit agricole en indication géographique de la « Figue sèche de Béni Maouche ». (JO N°72)
- Attribution du signe distinctif de reconnaissance de la qualité du produit agricole en indication géographique de la « Datte Deglet Nour de Tolga ». (JO N°72)

## **AU TITRE DU MINISTERE DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE, DU TOURISME ET DE L'ARTISANAT**

**Il convient de signaler ce qui suit :**

- Déclaration de zones d'expansion touristique. (JO N°1)
- Fixation des attributions du ministre de l'aménagement du territoire, du tourisme et de l'artisanat. (JO N°2)



- Organisation de l'administration centrale du ministère de l'aménagement du territoire, du tourisme et de l'artisanat. (JO N°2)
- Fixation des missions, de l'organisation et du fonctionnement de l'inspection générale du ministère de l'aménagement du territoire, du tourisme et de l'artisanat. (JO N°2)
- Fixation de l'organisation et le fonctionnement des chambres de l'artisanat et des métiers. (JO N°7)
- Fixation des modalités d'élaboration du plan d'aménagement du territoire de wilaya. (JO N°13)
- Dissolution de l'agence de promotion du parc des Grands Vents et transfert de ses biens, droits, obligations et personnels à l'office des parcs des sports et des loisirs de la wilaya d'Alger (OPLA). (JO N°69)
- Délimitation, déclaration et classement de zones d'expansion et sites touristiques. (JO N°70)
- Liste des spécialités requises pour l'accès au corps des inspecteurs de l'artisanat et des métiers. (JO N°39)
- Liste des spécialités requises pour l'accès au corps des inspecteurs du tourisme. (JO N°39)
- Fixation du nombre de postes supérieurs des fonctionnaires appartenant aux corps communs aux institutions et administrations publiques au titre de l'administration centrale du ministère de l'aménagement du territoire, du tourisme et de l'artisanat. (JO N°76)
- Fixation du nombre et la répartition des sièges des assemblées générales des chambres de l'artisanat et des métiers. (JO N°1)
- Désignation des membres du conseil d'orientation de l'institut national d'hôtellerie et de tourisme de Boussaâda. (JO N°39)
- Désignation des membres du conseil d'orientation de l'institut national d'hôtellerie et de tourisme de Tizi Ouzou. (JO N°39)
- Nomination des membres du conseil d'administration de l'agence de promotion du parc des Grands Vents. (JO N°39)
- Nomination des membres du conseil d'orientation de l'école nationale supérieure du tourisme. (JO N°39)
- Approbation des plans d'aménagement touristique de zones d'expansion et sites touristiques dans la wilaya de Skikda. (JO N°37)
- Approbation des plans d'aménagement touristique de zones d'expansion et sites touristiques dans la wilaya de Ain Témouchent. (JO N°37)
- Approbation du plan d'aménagement touristique révisé d'une zone d'expansion et site touristique dans la wilaya de Ain Témouchent. (JO N°37)
- Approbation du plan d'aménagement touristique d'une zone d'expansion et site touristique dans la wilaya de Ghardaïa. (JO N°37)
- Approbation du plan d'aménagement touristique d'une zone d'expansion et site touristique dans la wilaya de Naâma. (JO N°37)
- Approbation du plan d'aménagement touristique d'une zone d'expansion et site touristique dans la wilaya de Skikda. (JO N°52)
- Prescription d'établissement du plan d'aménagement touristique de la zone d'expansion et site touristique de Taourirt (wilaya d'Adrar). (JO N°54)

- Prescription d'établissement du plan d'aménagement touristique de la zone d'expansion et site touristique de Béni Abbès (wilaya de Béchar). (JO N°54)
- Prescription d'établissement du plan d'aménagement touristique des zones d'expansion et sites touristiques de Tiffirt et El Mardja (wilaya de Saïda). (JO N°54)
- Prescription d'établissement du plan d'aménagement touristique des zones d'expansion et sites touristiques de Marsat Ezzitoun, Oued Bibi et Tamanart (wilaya de Skikda). (JO N°54)
- Nomination des membres du conseil d'administration de l'agence de promotion du parc des Grands Vents. (JO N°52)

## **D/ SECTEUR SERVICES**

**Au cours de l'année 2016, ce secteur a connu une activité normative importante.**

### **AU TITRE DU MINISTERE DE LA POSTE ET DES TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION ET DE LA COMMUNICATION**

**Il convient de signaler ce qui suit :**

- Transfert du siège du centre d'études et de recherche des télécommunications et des technologies de l'information et de la communication (CERTIC). (JO N°7)
- Fixation des conditions d'interconnexion des réseaux et services de télécommunications. (JO N°18)
- Fixation de l'organisation, le fonctionnement et les missions des services techniques et administratifs de l'Autorité nationale de certification électronique. (JO N°26)
- Fixation de la nature, la composition, l'organisation et le fonctionnement de l'Autorité gouvernementale de certification électronique. (JO N°26)
- Fixation des modalités de conservation du document signé électroniquement. (JO N°28)
- Détermination du contenu du service universel de la poste et des télécommunications, les tarifs qui lui sont appliqués et son mode de financement. (JO N°39)
- Approbation de licence d'établissement et d'exploitation d'un réseau public de télécommunications mobiles de quatrième génération (4G) et de fourniture de services de télécommunications au public attribuée à la société « Algérie Télécom Mobile S.P.A ». (JO N°52)
- Approbation de licence d'établissement et d'exploitation d'un réseau public de télécommunications mobiles de quatrième génération (4G) et de fourniture de services de télécommunications au public attribuée à la société « Wataniya Télécom Algérie S.P.A ». (JO N°52)

- Approbation de licence d'établissement et d'exploitation d'un réseau public de télécommunications mobiles de quatrième génération (4G) et de fourniture de services de télécommunications au public attribuée à la société « Optimum Télécom Algérie S.P.A ». (JO N°52)
- Placement en position d'activité, auprès du ministère de la poste et des technologies de l'information et de la communication et des services extérieurs en relevant, de certains corps techniques spécifiques appartenant à l'administration chargée de l'habitat et de l'urbanisme. (JO N°18)
- Fixation de la nomenclature des recettes et des dépenses du compte d'affectation spéciale n° 302-128 intitulé « Fonds d'appropriation des usages et de développement des technologies de l'information et de la communication ». (JO N°15)
- Fixation des modalités de suivi et d'évaluation du compte d'affectation spéciale n° 302-128 intitulé « Fonds d'appropriation des usages et de développement des technologies de l'information et de la communication ». (JO N°34)
- Fixation de l'organisation administrative de l'institut national de la poste et des technologies de l'information et de la communication. (JO N°12)
- Fixation de l'organisation administrative de l'institut national des télécommunications et des technologies de l'information et de la communication. (JO N°12)
- Organisation de la direction de wilaya de la poste et des technologies de l'information et de la communication en bureaux. (JO N°18)
- Désignation des membres de la commission chargée de l'établissement de l'inventaire quantitatif, qualitatif et estimatif des biens, droits, obligations et personnels de l'agence nationale de radionavigation maritime. (JO N°52)
- Classification de l'institut national de la poste et des technologies de l'information et de la communication et les conditions d'accès aux postes supérieurs en relevant. (JO N°55)
- Classification de l'institut national des télécommunications et des technologies de l'information et de la communication et les conditions d'accès aux postes supérieurs en relevant. (JO N°55)
- Désignation des membres de la commission chargée de l'établissement de l'inventaire qualitatif, quantitatif et estimatif des biens, droits, obligations et personnels du centre d'études et de recherche des télécommunications et des technologies de l'information et de la communication (CERTIC). (JO N°62)
- Fixation de la date de lancement de l'adjudication par appel à la concurrence pour l'octroi de licences d'établissement et d'exploitation de réseaux publics de télécommunications mobiles de quatrième génération (4G) et la fourniture de services de télécommunications au public. (JO N°2)
- Fixation de la liste nominative des membres du conseil d'administration « d'Algérie-poste ». (JO N°12)
- Fixation de la liste nominative des membres du conseil d'administration de l'agence nationale des fréquences. (JO N°12)
- Approbation de l'attribution de la fourniture du service universel des télécommunications à la société «Algérie Télécom-Spa ». (JO N°25)
- Approbation de l'attribution de la fourniture du service universel des télécommunications à la société «Algérie Télécom Mobile-Spa ». (JO N°25)
- Approbation de l'attribution de la fourniture du service universel des télécommunications à la société «Optimum Télécom Algérie-Spa ». (JO N°25)

- Fixation des modalités d'application de l'interdiction de fumer dans les établissements et les structures relevant du secteur de la poste et des technologies de l'information et de la communication. (JO N°19)
- Désignation des membres du conseil d'administration du centre d'études et de recherche des télécommunications et des technologies de l'information et de la communication (CERTIC). (JO N°76)
- Fixation de la composition de la commission sectorielle des marchés publics du ministère de la poste et des technologies de l'information et de la communication. (JO N°34)
- Fixation de la liste nominative des membres du conseil d'administration de l'agence nationale de promotion et de développement des parcs technologiques. (JO N°76)
- Désignation des membres du conseil d'orientation de l'institut national des télécommunications et des technologies de l'information et de la communication. (JO N°66)

## **AU TITRE DU MINISTERE DES TRAVAUX PUBLICS ET DES TRANSPORTS**

### **Il convient de signaler ce qui suit :**

- Fixation du taux et montants des redevances aéronautiques ainsi que les modalités de leur répartition. (JO N°6)
- Dissolution de l'institut d'enseignement professionnel de Ain Benian-Alger et transfert des biens, droits et obligations au ministère des transports. (JO N°6)
- Déclaration d'utilité publique de l'opération relative à la réalisation de la desserte du centre d'enfouissement technique de Hamici et contournement de la résidence d'Etat de Zéralda par le dédoublement de la RN 67 et du CW 212. (JO N°7)
- Création de l'Algérienne des autoroutes. (JO N°12)
- Réglementation du transport par taxi. (JO N°13)
- Fixation de l'organisation, du fonctionnement et des missions de l'autorité organisatrice des transports urbains. (JO N°16)
- Fixation des conditions de qualifications professionnelles et d'obtention des titres maritimes correspondants. (JO N°21)
- Fixation de l'organisation du pilotage, les qualifications professionnelles des pilotes et les règles d'exercice du pilotage dans les ports. (JO N°28)
- Fixation des conditions d'organisation et de contrôle des établissements d'enseignement de la conduite automobile. (JO N°28)
- Fixation des conditions et les modalités d'application des droits des passagers de transport aérien public. (JO N°36)
- Fixation des conditions et les modalités d'exercice des activités de transport maritime urbain et de plaisance maritime. (JO N°44)
- Fixation des conditions et les modalités de délivrance des équivalences des titres aéronautiques civils de navigant privé ou professionnel étrangers. (JO N°60)

- Fixation des conditions et les modalités de notification des accidents et incidents graves d'aviation civile. (JO N°67)
- Composition, missions et fonctionnement du comité national de sûreté de l'aviation civile et des comités locaux de sûreté des aéroports. (JO N°70)
- Fixation des attributions du ministre des travaux publics et des transports. (JO N°71)
- Organisation de l'administration centrale du ministère des travaux publics et des transports. (JO N°71)
- Création, missions, organisation et fonctionnement de l'inspection générale du ministère des travaux publics et des transports. (JO N°71)
- Fixation des modalités d'organisation, de la durée ainsi que du contenu du programme de la formation après intégration dans le grade d'inspecteur principal du permis de conduire et de la sécurité routière. (JO N°7)
- Organisation et fonctionnement des services, des subdivisions territoriales et fonctionnelles des directions des travaux publics de wilayas. (JO N°39)
- Création d'une unité de recherche des travaux publics auprès de l'organisme national de contrôle technique des travaux publics. (JO N°27)
- Fixation des effectifs par emploi, leur classification et la durée du contrat des agents exerçant des activités d'entretien, de maintenance ou de service au titre du centre national des permis de conduire. (JO N°51)
- Fixation des modalités spéciales d'application de l'interdiction de l'usage du tabac à fumer à bord des moyens de transport et au niveau des infrastructures d'accueil et de traitement des voyageurs, de l'administration, des établissements et structures relevant du secteur des transports. (JO N°6)
- Fixation de la composition de la commission sectorielle des marchés du ministère des travaux publics. (JO N°15)
- Fixation des conditions et les modalités de formation pour l'obtention du brevet professionnel des conducteurs de véhicules de transport de personnes et de marchandises. (JO N°49)
- Fixation du cahier des charges relatif aux conditions et modalités d'exploitation d'un service de taxi. (JO N°58)
- Fixation des conditions et les modalités de délivrance du livret de places de transport par taxi. (JO N°58)
- Définition des modèles-types des documents relatifs à l'exercice de l'activité de transport par taxi. (JO N°58)
- Fixation de la composition, l'organisation et le fonctionnement des commissions régionales chargées d'examiner et de statuer sur les demandes d'autorisation d'exploitation des activités de transport maritime urbain et de plaisance maritime. (JO N°51)
- Fixation des conditions générales de la formation spécifique d'aspirant pilote maritime. (JO N°69)

## **E/ SECTEUR EDUCATION ET CULTURE**

**Au cours de l'année 2016, ce secteur a connu une activité normative importante.**

## **AU TITRE DU MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE**

### **Il convient de signaler ce qui suit :**

- Réorganisation de la commission nationale pour l'éducation, la science et la culture. (JO N°10)
- Transformation de l'institut national de recherche en éducation en établissement public à caractère scientifique et technologique. (JO N°31)
- Création d'instituts nationaux de formation des fonctionnaires du secteur de l'éducation nationale. (JO N°35)
- Fixation du statut-type de l'école primaire. (JO N°51)
- Fixation du statut-type du collège. (JO N°51)
- Fixation des modalités relatives à l'enseignement obligatoire de la discipline d'éducation physique et sportive dans les établissements d'éducation et d'enseignement. (JO N°70)
- Création et suppression de collèges. (JO N°72)
- Création et suppression de lycées. (JO N°72)
- Organisation interne des instituts nationaux de formation des fonctionnaires du secteur de l'éducation nationale. (JO N°5)
- Fixation de la liste des titres et diplômes requis pour le recrutement et la promotion dans certains grades spécifiques de l'éducation nationale. (JO N°22)
- Classification de l'office national d'enseignement et de formation à distance et les conditions d'accès aux postes supérieurs en relevant. (JO N°63)
- Fixation des effectifs par emploi, leur classification et la durée du contrat des agents exerçant des activités d'entretien, de maintenance ou de service au titre de l'administration centrale, des services déconcentrés et des établissements publics sous tutelle du ministère de l'éducation nationale. (JO N°45)
- Réorganisation de l'examen du brevet supérieur de capacité. (JO N°62)

## **AU TITRE DU MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE**

### **Il convient de signaler ce qui suit :**

- Amendement des dispositions relatives à la création de l'université de Chlef. (JO N°11)
- Amendement des dispositions relatives à la création de l'université de Laghouat. (JO N°11)
- Amendement des dispositions relatives à la création de l'université de Djelfa. (JO N°11)

- Amendement des dispositions relatives à la création de l'université de Médéa. (JO N°11)
- Modifiant le décret portant création d'un centre universitaire à Ain Témouchent. (JO N°11)
- Amendement des dispositions relatives à la création de l'université de Tébessa. (JO N°23)
- Création d'un centre universitaire à Maghnia (wilaya de Tlemcen). (JO N°23)
- Création d'un centre universitaire à Barika (wilaya de Batna). (JO N°40)
- Fixation du statut-type de l'école supérieure. (JO N°36)
- Création d'un centre universitaire à Aflou (wilaya de Laghouat). (JO N°53)
- Organisation interne du centre de recherche scientifique et technique pour le développement de la langue arabe. (JO N°10)
- Organisation interne du centre de recherche scientifique et technique en anthropologie sociale et culturelle. (JO N°10)
- Organisation interne du centre de développement des technologies avancées. (JO N°10)
- Création des directions des œuvres universitaires et fixation de leur siège, de la liste et de la consistance des résidences universitaires qui leur sont rattachées. (JO N°38)
- Création d'une annexe de l'université de Tiaret dans la ville de Ksar Chellala. (JO N°38)
- Organisation interne du centre de recherche scientifique et technique en soudage et contrôle. (JO N°43)
- Création d'un service commun de recherche au sein du centre de recherche sur l'information scientifique et technique. (JO N°53)
- Fixation du nombre de postes supérieurs des fonctionnaires appartenant aux corps des personnels de soutien à la recherche au titre des établissements publics à caractère scientifique et technologique relevant du ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique. (JO N°78)
- Organisation interne du centre de recherche scientifique et technique en analyses physico-chimiques. (JO N°65)
- Placement en position d'activité auprès du ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique (Office national des œuvres universitaires) de certains corps spécifiques de l'administration chargée de la culture. (JO N°57)
- Fixation de la composition de la commission sectorielle des marchés du ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique. (JO N°20)
- Fixation de la liste des prestations de services et/ou d'expertises réalisées par l'établissement public à caractère scientifique et technologique, en sus de ses missions principales et les modalités d'affectation des ressources y afférentes. (JO N°19)
- Fixation des modalités d'application de l'interdiction de l'usage du tabac à fumer dans les établissements et les structures relevant du secteur de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique. (JO N°46)
- Fixation des conditions d'attribution des autorisations d'absence au profit du chercheur permanent préparant une thèse de doctorat. (JO N°68)
- Fixation des modalités d'évaluation des activités annuelles du chercheur permanent. (JO N°68)

- Fixation du cahier des charges en vue de délivrer l'autorisation de création d'un établissement privé de formation supérieure. (JO N°67)

## **AU TITRE DU MINISTERE DE LA CULTURE**

### **Il convient de signaler ce qui suit :**

- Création du prix du mérite de l'Etat pour les arts, les lettres et les sciences. (JO N°53)
- Création et délimitation du secteur sauvegardé du vieux Ksar de Tamentit. (JO N°27)
- Dissolution de l'office du village des artistes et transfert de ses biens, droits, obligations et personnels à l'office national de la culture et de l'information. (JO N°39)
- Fixation des modalités de déclaration préalable à l'exercice des activités d'édition, d'impression et de commercialisation du livre. (JO N°41)
- Création de l'opéra d'Alger et fixant son organisation et son fonctionnement. (JO N°45)
- Dissolution du ballet national, de l'orchestre symphonique national et de l'ensemble national algérien de musique andalouse et transfert de leurs biens, droits, obligations et personnels à l'opéra d'Alger. (JO N°45)
- Classification de l'école supérieure des beaux-arts et les conditions d'accès aux postes supérieurs en relevant. (JO N°38)
- Fixation de la nomenclature des recettes et des dépenses du compte d'affectation spéciale n° 302-014 intitulé « Fonds national pour le développement de l'art, de la technique et de l'industrie cinématographiques et de la promotion des arts et des lettres ». (JO N°23)
- Fixation des modalités de suivi et d'évaluation du compte d'affectation spéciale n° 302-014 intitulé « Fonds national pour le développement de l'art, de la technique et de l'industrie cinématographiques et de la promotion des arts et des lettres ». (JO N°33)
- Approbation du plan permanent de sauvegarde et de mise en valeur du secteur sauvegardé de la vieille ville de Dellys. (JO N°68)
- Classification du centre d'interprétation à caractère muséal du costume algérien traditionnel et des traditions populaires à l'occasion de la célébration de fêtes et de cérémonies musulmanes et les conditions d'accès aux postes supérieurs en relevant. (JO N°38)
- Ouverture d'instance de classement du « siège de l'assemblée populaire communale de Skikda ex-hôtel communal ». (JO N°28)
- Ouverture d'instance de classement du « siège de la poste centrale de Skikda ». (JO N°28)
- Ouverture d'instance de classement de la « gare ferroviaire de Skikda ». (JO N°28)
- Classement du « siège de l'exécutif provisoire-Rocher noir ». (JO N°28)
- Classement du « mausolée royal de Syphax ». (JO N°28)
- Classement du site archéologique de la « station de gravure rupestre du Bélier de Boualem ». (JO N°28)
- Classement de « la Grotte d'Afalou Bou R'mel ». (JO N°28)



- Classement du « Fort de Gouraya ». (JO N°28)
- Ouverture d'instance de classement du « Siège de l'université d'Alger 1, ex-faculté centrale ». (JO N°3)
- Fixation des modalités d'organisation, la durée et le contenu des programmes de la formation en cours de stage préparatoire à l'occupation de certains grades appartenant aux corps spécifiques de la culture. (JO N°43)
- Désignation des membres de la commission sectorielle des marchés du ministère de la culture. (JO N°20)
- Classement des « Deux maisons où a été dactylographiée et reproduite la proclamation du 1er novembre 1954, à Ighil Imoula ». (JO N°34)
- Classement de la « villa Sésini ». (JO N°34)
- Classement de la « villa Brossette ». (JO N°34)
- Classement du « Théâtre régional de Skikda ». (JO N°34)
- Classement du « Fort de Koléa ». (JO N°34)
- Classement de « la Mosquée El Atiq Beni Djellab de Touggourt ». (JO N°34)
- Classement du phare « Bordj l'Fnar ». (JO N°34)
- Classement de « la Ferme de Sidjess ». (JO N°34)
- Classement du site archéologique « Ath R'Houna ». (JO N°34)
- Classement du site archéologique « Zemouri El Bahri ». (JO N°34)

## **AU TITRE DU MINISTERE DE LA COMMUNICATION**

### **Il convient de signaler ce qui suit :**

- Nomination des membres de l'autorité de régulation de l'audiovisuel. (JO N°36)
- Fixation des conditions et les modalités de mise en œuvre de l'appel à candidature pour l'octroi de l'autorisation de création d'un service de communication audiovisuelle thématique. (JO N°48)
- Fixation du montant et les modalités de versement de la contrepartie financière liée à l'autorisation de création d'un service de communication audiovisuelle thématique. (JO N°48)
- Fixation du cahier des charges générales fixant les règles imposables à tout service de diffusion télévisuelle ou de diffusion sonore. (JO N°48)
- Fixation du statut de l'établissement public de télédiffusion d'Algérie. (JO N°53)
- Fixation de la nature et le montant de l'indemnité attribuée aux membres de la commission permanente chargée de délivrer la carte nationale de journaliste professionnel, ainsi qu'aux membres de la commission provisoire chargée de délivrer la carte d'identité provisoire de journaliste professionnel. (JO N°57)
- Fixation de la liste des marchés de produits et de services dont l'importation nécessite une promptitude de décision. (JO N°61)

## **AU TITRE DU MINISTERE DE LA FORMATION ET DE L'ENSEIGNEMENT PROFESSIONNELS**

### **Il convient de signaler ce qui suit :**

- Création d'instituts nationaux spécialisés de formation professionnelle. (JO N°4)
- Création de centres de formation professionnelle et de l'apprentissage (CFPA) et érigeant des annexes de centres de formation professionnelle et de l'apprentissage en centres de formation professionnelle et de l'apprentissage (CFPA). (JO N°4)
- Fixation des missions et les modalités d'organisation et de fonctionnement des centres de formation professionnelle et de l'apprentissage spécialisés pour personnes handicapées physiques. (JO N°39)
- Fixation de la liste des postes supérieurs relevant des services extérieurs du ministère de la formation et de l'enseignement professionnels, les conditions d'accès à ces postes ainsi que la bonification indiciaire y afférente. (JO N°51)
- Fixation des modalités de fonctionnement du compte d'affectation spéciale n° 302-091 intitulé «Fonds de promotion de l'apprentissage et de la formation professionnelle continue ». (JO N°54)
- Fixation du régime de la formation professionnelle initiale et les diplômes la sanctionnant. (JO N°67)
- Classification de l'établissement national des équipements techniques et pédagogiques de la formation et de l'enseignement professionnels et de ses annexes et les conditions d'accès aux postes supérieurs en relevant. (JO N°10)
- Fixation des effectifs par emploi, leur classification et la durée du contrat des agents exerçant des activités d'entretien, de maintenance ou de service au titre de l'établissement national des équipements techniques et pédagogiques de la formation et de l'enseignement professionnels. (JO N°16)
- Classification de l'institut d'enseignement professionnels et les conditions d'accès aux postes supérieurs en relevant. (JO N°12)
- Classification de l'institut de formation et d'enseignement professionnels et les conditions d'accès aux postes supérieurs en relevant. (JO N°16)
- Fixation de l'organisation interne du centre de formation professionnelle et de l'apprentissage (CFPA). (JO N°39)
- Classification du centre de formation professionnelle et de l'apprentissage et les conditions d'accès aux postes supérieurs en relevant. (JO N°75)
- Désignation des membres de la commission sectorielle des marchés du ministère de la formation et de l'enseignement professionnels. (JO N°21)

## **AU TITRE DU MINISTERE DES AFFAIRES RELIGIEUSES ET DES WAKFS**

### **Il convient de signaler ce qui suit :**

- Création d'une annexe du centre culturel islamique dans la wilaya de M'Sila. (JO N°49)

- Fixation des modalités de conversion du droit de jouissance perpétuelle ou du droit de concession en droit de location des terres wakfs destinées à l'agriculture restituées par l'Etat. (JO N°60)
- Fixation de la liste nominative des membres du comité sectoriel permanent de recherche scientifique et de développement technologique auprès du ministère des affaires religieuses et des wakfs. (JO N°18)
- Fixation de la liste des établissements publics habilités à organiser le déroulement des concours sur épreuves et examens professionnels pour l'accès aux grades appartenant aux corps spécifiques de l'administration chargée des affaires religieuses et des wakfs. (JO N°72)
- Fixation du cadre d'organisation des concours et examens professionnels pour l'accès aux grades appartenant aux corps spécifiques de l'administration chargée, des affaires religieuses et des wakfs. (JO N°72)

## **F/SECTEUR AFFAIRES SOCIALES**

**Au cours de l'année 2016, ce secteur a connu une activité normative importante.**

### **AU TITRE DU MINISTERE DU TRAVAIL, DE L'EMPLOI ET DE LA SECURITE SOCIALE**

**Il convient de signaler ce qui suit :**

- Promulgation de la loi relative à la retraite. (JO N°78)
- Fixation de l'assiette, le taux de cotisation et les prestations de sécurité sociale auxquelles ouvrent droit l'encadrement technique sportif et les sportifs du club sportif professionnel. (JO N°32)
- Fixation des conditions, les modalités de prise en charge et les tarifs de remboursement des frais de transport sanitaire par les organismes de sécurité sociale. (JO N°55)
- Fixation des effectifs par emploi, leur classification et la durée du contrat des agents exerçant des activités d'entretien, de maintenance ou de service au titre de l'école supérieure de la sécurité sociale. (JO N°36)
- Classification de l'école supérieure de la sécurité sociale et les conditions d'accès aux postes supérieurs en relevant. (JO N°64)
- Fixation de la nomenclature des recettes et des dépenses du compte d'affectation spéciale n° 302-087 intitulé « Fonds national de soutien à l'emploi des jeunes ». (JO N°45)
- Fixation des modalités de suivi et d'évaluation du compte d'affectation spéciale n° 302-087 intitulé « Fonds national de soutien à l'emploi des jeunes ». (JO N°45)
- Fixation de l'organisation des directions déléguées à l'emploi en services et en bureaux. (JO N°68)
- Nomination des membres du conseil d'administration de la caisse nationale des retraites. (JO N°22)

- Nomination des membres du conseil d'administration de la caisse nationale des assurances sociales des travailleurs salariés. (JO N°22)
- Retrait d'agrément d'agents de contrôle de la sécurité sociale. (JOS N°s 22, 37,41)
- Agrément d'agents de contrôle de la sécurité sociale. (JOS N°s 22, 37,41)
- Nomination des membres du conseil d'administration de l'organisme de prévention des risques professionnels dans les activités du bâtiment, des travaux publics et de l'hydraulique. (JO N°35)
- Fixation de la liste des médicaments remboursables par la sécurité sociale. (JO N°11)
- Fixation des tarifs de référence servant de base au remboursement des médicaments et les modalités de leur mise en œuvre. (JO N°11)
- Nomination des membres de la commission interministérielle d'agrément des organismes privés de placement des travailleurs. (JO N°15)
- Nomination des membres du conseil d'administration du fonds national de péréquation des œuvres sociales. (JO N°39)
- Octroi d'agrément d'organismes privés de placement des travailleurs. **(03 arrêtés)** (JO N°32)
- Désignation des membres du conseil d'administration de l'institut national du travail. (JO N°32)
- Nomination des membres du conseil d'administration de la caisse nationale de sécurité sociale des non-salariés. (JO N°52)
- Fixation de la composition du conseil national consultatif de la mutualité sociale. (JO N°67)
- Fixation de la liste des médicaments remboursables par la sécurité sociale. (JO N°42)
- Fixation des tarifs de référence servant de base au remboursement des médicaments et les modalités de leur mise en œuvre. (JO N°42)
- Revalorisation des pensions, allocations et rentes de sécurité sociale. (JO N°37)
- Désignation des membres du conseil d'administration de l'institut national de la prévention des risques professionnels. (JO N°61)
- Désignation des membres du conseil d'administration de l'agence nationale de l'emploi. (JO N°61)

## **AU TITRE DU MINISTERE DES MOUDJAHIDINE**

### **Il convient de signaler ce qui suit :**

- Organisation de l'administration centrale du ministère des moudjahidine. (JO N°17)
- Création d'un centre de repos des moudjahidine à la commune de Ténès, wilaya de Chlef. (JO N°47)
- Fixation des effectifs par emploi, leur classification ainsi que la durée du contrat des agents exerçant des activités d'entretien, de maintenance ou de service au titre du musée national du Moudjahid. (JO N°2)

- Fixation des effectifs par emploi, leur classification et la durée du contrat des agents exerçant des activités d'entretien, de maintenance ou de service au titre du centre national d'appareillage des invalides et des victimes de la Révolution de libération nationale et des ayants droit. (JO N°7)
- Création d'une annexe au musée régional du moudjahid de Skikda à la commune de Jijel (wilaya de Jijel). (JO N°40)
- Fixation des effectifs par emploi, leur classification et la durée du contrat des agents exerçant des activités d'entretien, de maintenance ou de service au titre des directions des wilayas et des établissements publics à caractère administratif relevant du ministère des moudjahidine. (JO N°38)
- Classification du centre national d'appareillage des invalides et des victimes de la révolution de libération nationale et des ayants droit et les conditions d'accès aux postes supérieurs en relevant. (JO N°40)
- Désignation des membres de la commission nationale de baptisation ou de débaptisation. (JO N°55)
- Nomination des membres du conseil d'administration du musée régional du moudjahid de Médéa. (JO N°55)
- Renouvellement de la composition des commissions administratives paritaires compétentes à l'égard des fonctionnaires de l'administration centrale du ministère des moudjahidine. (JO N°54)
- Fixation de la composition de la commission de recours créée auprès de l'administration centrale du ministère des moudjahidine. (JO N°52)
- Désignation des membres de la commission sectorielle des marchés publics du ministère des moudjahidine. (JO N°63)
- Fixation des modalités d'application de l'interdiction de fumer dans les établissements et les structures relevant du secteur des moudjahidine. (JO N°72)
- Délégation de signature à la sous-directrice du budget et de la comptabilité. (JO N°72)

## **AU TITRE DU MINISTERE DE LA JEUNESSE ET DES SPORTS**

### **Il convient de signaler ce qui suit :**

- Fixation des missions, composition, organisation et fonctionnement de la commission nationale du sport d'élite et de haut niveau et de détection des talents sportifs. (JO N°1)
- Fixation des attributions du ministre de la jeunesse et des sports. (JO N°13)
- Organisation de l'administration centrale du ministère de la jeunesse et des sports. (JO N°13)
- Création, organisation et fonctionnement de l'inspection générale du ministère de la jeunesse et des sports. (JO N°13)
- Fixation des dispositions statutaires relatives aux dirigeants sportifs bénévoles élus. (JO N°32)
- Fixation des dispositions et le statut-type applicables au club sportif amateur. (JO N°55)
- Fixation des conditions et modalités de réalisation des investissements des associations sportives nationales reconnues d'utilité publique et d'intérêt général. (JO N°60)

- Fixation des effectifs par emploi, leur classification et la durée du contrat des agents exerçant des activités d'entretien, de maintenance ou de service au titre de l'école supérieure en sciences et technologie du sport de Dely Brahim. (JO N°11)
- Fixation du nombre de postes supérieurs des ouvriers professionnels, des conducteurs d'automobiles et des appariteurs au titre du lycée sportif national et ses annexes. (JO N°19)
- Fixation des critères de constitution de la fédération sportive nationale. (JO N°17)
- Fixation des effectifs par emploi, leur classification et la durée du contrat des agents exerçant des activités d'entretien, de maintenance ou de service au titre du lycée sportif national. (JO N°19)
- Fixation des modalités de suivi et d'évaluation du compte d'affectation spéciale n° 302-135 intitulé «Fonds de soutien public de l'Etat aux clubs professionnels de football ». (JO N°37)
- Création d'un centre régional de regroupement et de préparation des talents et de l'élite sportive et suppression d'un autre. (JO N°37)
- Classification du lycée sportif national et les conditions d'accès aux postes supérieurs en relevant. (JO N°66)
- Classification des écoles sportives nationales et régionales spécialisées et les conditions d'accès aux postes supérieurs en relevant. (JO N°75)
- transfert du siège du centre national de regroupement et de préparation des talents et de l'élite sportive à la commune de Souidania (wilaya d'Alger). (JO N°37)
- Fixation des conditions et les modalités de classification et d'homologation des auberges de jeunes. (JO N°68)
- Fixation de la liste des substances et des méthodes interdites dans le cadre de la lutte et du contrôle antidopage. (JO N°52)
- Désignation des membres de la commission nationale exécutive de prévention et de lutte contre la violence dans les infrastructures sportives. (JO N°68)

## **AU TITRE DU MINISTERE DE LA SANTE, DE LA POPULATION ET DE LA REFORME HOSPITALIERE**

### **Il convient de signaler ce qui suit :**

- Erigeant l'institut pasteur d'Algérie en établissement public à caractère industriel et commercial. (JO N°4)
- Fixation du modèle du certificat médical de décès. (JO N°12)
- Fixation des règles de création, d'organisation et de fonctionnement des établissements hospitaliers spécialisés. (JO N°18)
- Création, organisation et fonctionnement des établissements publics hospitaliers et des établissements publics de santé de proximité. (JO N°18)

- Dissolution de l'agence nationale de gestion des réalisations et d'équipement des établissements de santé. (JO N°20)
- Instituant le jumelage inter-établissements publics de santé et définissant les modalités de sa mise en œuvre. (JO N°42)
- Amendement de la liste des établissements hospitaliers spécialisés annexée au décret exécutif n° 97-465 du 2 décembre 1997 fixant les règles de création, d'organisation et de fonctionnement des établissements hospitaliers spécialisés. (JO N°42)
- Création, organisation et fonctionnement des établissements publics hospitaliers et des établissements publics de santé de proximité. (JO N°68)
- Fixation des critères de classification des établissements publics hospitaliers et des établissements publics de santé de proximité ainsi que leur classement. (JO N°38)
- Fixation de l'organisation interne de l'agence nationale des greffes. (JO N°64)
- Fixation des critères de classification des établissements publics hospitaliers et des établissements publics de santé de proximité ainsi que leur classement. (JO N°63)
- Fixation des effectifs par emploi, leur classification et la durée du contrat des agents exerçant des activités d'entretien, de maintenance ou de service au titre de l'agence nationale des greffes. (JO N°65)
- Fixation des modalités d'organisation et de déroulement du concours pour la nomination au poste supérieur de chef de service hospitalo-universitaire. (JO N°61)
- Surveillance médicale des travailleurs exposés aux rayonnements ionisants. (JO N°24)
- Fixation du cadre d'organisation des concours et examens professionnels pour l'accès aux grades appartenant aux corps des psychologues de santé publique. (JO N°22)
- Désignation des membres de la commission sectorielle des marchés publics du ministère de la santé, de la population et de la réforme hospitalière. (JO N°13)
- Désignation des membres du comité intersectoriel chargé de la prévention et de la lutte contre les menaces sanitaires à potentiel épidémique et les urgences de santé publique de portée internationale. (JO N°13)
- Fixation du cadre d'organisation des concours et examens professionnels pour l'accès aux grades appartenant aux corps des biologistes de santé publique. (JO N°55)
- Création d'annexes de la pharmacie centrale des hôpitaux. (JO N°57)
- Fixation de la liste nominative des membres du comité sectoriel permanent de recherche scientifique et de développement technologique du ministère de la santé, de la population et de la réforme hospitalière. (JO N°70)

## **AU TITRE DU MINISTERE DE LA SOLIDARITE NATIONALE , DE LA FAMILLE ET DE LA CONDITION DE LA FEMME**

### **Il convient de signaler ce qui suit :**

- Fixation des modalités d'organisation de la médiation familiale et sociale pour le maintien de la personne âgée dans son milieu familial. (JO N°9)

- Fixation de la liste des postes supérieurs des services extérieurs du ministère de la solidarité nationale, de la famille et de la condition de la femme, les conditions d'accès à ces postes ainsi que la bonification indiciaire y afférente. (JO N°17)
- Fixation des modalités d'octroi de l'aide de l'État aux descendants en charge de leurs ascendants ainsi qu'aux personnes âgées en difficulté et/ou sans attaches familiales. (JO N°39)
- Fixation des modalités de participation des personnes ayant la charge des personnes âgées ainsi que des personnes âgées, disposant d'un revenu suffisant, aux frais de prise en charge dans les établissements et structures d'accueil pour personnes âgées. (JO N°39)
- Fixation des modalités de fonctionnement du compte d'affectation spéciale n° 302-117 intitulé « Fonds national de soutien au micro-crédit ». (JO N°47)
- Fixation des conditions et les modalités du bénéfice du soutien de l'Etat au profit des familles d'accueil et des personnes de droit privé, en contrepartie de la prise en charge des personnes âgées démunies et/ou sans attaches familiales. (JO N°67)
- Transformation des foyers pour personnes âgées en centres psycho-pédagogiques pour enfants handicapés mentaux. (JO N°67)
- Transformation des centres pour insuffisants respiratoires en foyers pour personnes âgées. (JO N°67)
- Transformation d'un foyer pour orphelins victimes du terrorisme en établissement pour enfants assistés. (JO N°67)
- Transformation de foyers pour personnes âgées en établissements Diar-Rahma. (JO N°67)
- Transformation du centre pour insuffisants respiratoires en centre psycho-pédagogique pour enfants handicapés mentaux. (JO N°67)
- Transformation de l'établissement pour enfants assistés en centre psycho-pédagogique pour enfants handicapés mentaux. (JO N°67)
- Transformation d'un foyer pour orphelins victimes du terrorisme en centre psycho-pédagogique pour enfants handicapés mentaux. (JO N°67)
- Fixation des conditions de création, l'organisation et le fonctionnement des établissements d'aide par le travail. (JO N°68)
- Fixation des mesures d'aide et la prise en charge particulière des personnes âgées à domicile. (JO N°68)
- Placement en position d'activité auprès du ministère de la solidarité nationale, de la famille et de la condition de la femme, de certains corps spécifiques relevant du ministère de la santé, de la population et de la réforme hospitalière. (JO N°35)
- Fixation des modalités de suivi et d'évaluation du compte d'affectation spéciale n° 302-142 intitulé « Fonds de la pension alimentaire ». (JO N°68)
- Placement en position d'activité auprès du ministère de la solidarité nationale, de la famille et de la condition de la femme de certains corps spécifiques de l'éducation nationale. (JO N°78)
- Fixation de la composition, l'organisation et le fonctionnement de la commission d'éligibilité de wilaya, ainsi que les critères de sélection des organismes d'accueil et des bénéficiaires du dispositif d'activités d'insertion sociale. (JO N°29)



- Fixation du modèle-type de convention établie entre la direction de l'action sociale et de la solidarité de wilaya et l'organisme d'accueil au profit des bénéficiaires du dispositif d'activités d'insertion sociale. (JO N°29)
- Fixation de la composition, l'organisation et le fonctionnement de la commission d'éligibilité de wilaya ainsi que les critères de sélection des organismes d'accueil et les bénéficiaires du dispositif d'insertion sociale des jeunes diplômés. (JO N°29)
- Fixation du modèle de contrat-type d'insertion sociale des bénéficiaires du dispositif d'insertion sociale des jeunes diplômés. (JO N°29)
- Fixation des modalités d'organisation de la visite d'inspection pour les corps de professeurs d'enseignement spécialisé, maîtres d'enseignement spécialisé, moniteurs de réadaptation professionnelle, assistantes maternelles, auxiliaires maternelles et auxiliaires de vie, durant la période de leur stage. (JO N°68)
- Nomination des membres du conseil d'orientation de l'agence de développement social. (JO N°74)
- Fixation des caractéristiques techniques de la carte de la personne âgée. (JO N°74)

\*\*\*

---

## **Direction de la codification et de l'information juridique.**

Durant l'année 2016, le secteur de la codification et de l'information juridique a réalisé les travaux suivants :

### **1 / Base de données juridiques :**

Etat quantitatif des textes traités durant l'année 2016 : **2397**

Répartis comme suit :

- **Lois: 15**

- **Décrets présidentiels : 1579**

dont

- \* **36** ratifications de conventions, accords et protocoles internationaux,
- \* **1464** décisions individuelles.
- \* **79** textes réglementaires.

- **Décrets exécutifs : 244**

- **Arrêtés interministériels : 160**

- **Arrêtés ministériels : 356**

- **Décisions : 17** dont **7** concernant le Conseil Constitutionnel

- **Avis : 19**

- **Règlements : 5**

- **Proclamations : 2**

**Total = 43**

### **2 / Codification :**

#### **A) Travaux réalisés :**

- Code pénal, amendé,
- Code de procédure pénale, amendé,
- Code des douanes, amendé,
- Code du commerce, amendé,
- Code de l'état civil, amendé,

#### **B) Recueils de textes :**

- Actualisation au 31 décembre 2016 du recueil des conventions et accords signés par l'Algérie depuis 1962.

# CONCLUSION

*Dans le cadre des missions et des attributions qui lui sont dévolues pour la mise en œuvre des réformes concrétisant les engagements du Président de la République, notamment, la consolidation de l'Etat de droit, la consolidation de la stabilité, la consécration de la démocratie, le renforcement de la concorde civile, la réconciliation nationale et l'intégration de l'Algérie dans l'économie mondiale, le Secrétariat Général du Gouvernement veille aujourd'hui plus qu'auparavant, à renforcer son action en vue de l'adapter aux profondes mutations que connaît le pays dans les domaines de la pluralité politique, la libéralisation de l'économie et le réaménagement des structures socio-culturelles.*

*Devant toutes ces exigences, il convient de déployer davantage d'efforts pour renforcer les moyens humains et techniques du Secrétariat Général du Gouvernement à travers la modernisation et l'amélioration de son encadrement.*

*Ces efforts sont destinés à l'amélioration de ses capacités dans le traitement des données juridiques nécessaires à l'activité normative de l'Etat.*